



HANTIER(S)

JOURNAL DU RASSEMBLEMENT  DES CERCLES COMMUNISTES
— pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire —

Trimestriel - Prix du numéro: 1 Euro - Abonnement: 10 Euros pour 6 numéros - rassemblementcommuniste.org



NATIONALISER FLORANGE, PSA, GOOD YEAR OU FAIRE LA GUERRE... ILS ONT CHOISI !

EDITO Pas une journée ne passe sans que les décisions prises par le gouvernement nous laissent croire que tout continue comme avant, que les socialistes sont les continuateurs de l'UMP.

Certains regretteront que le « changement » attendu ne se profile pas, que les socialistes ont renoncé ou se sont aplatis devant le pouvoir de la finance... Ce constat serait moins amer s'il nous laissait imaginer qu'une « mobilisation des forces de gauche » suffirait à inverser le rapport des forces et à ramener les socialistes sur le « bon chemin ». Pourtant, il faut observer et analyser les prises de position du PS depuis plusieurs décennies pour en tirer cette conclusion : La politique qu'ils mettent en œuvre, ils l'assument de plein gré, ils l'ont théorisée, elle s'appelle le social-libéralisme. Le PS et ses satellites ont approuvé et participé (au gouvernement ou dans l'opposition) à toutes les décisions européennes qui ont conduit à « libéraliser » les services publics et à casser les statuts des travailleurs de l'Etat, à installer « une concurrence libre et sans contrainte », à la « désindustrialisation » de la France, hier au profit de l'Allemagne (le plan Davignon 1981-1985 qui a sacrifié la sidérurgie française), aujourd'hui partout où il est « profitable » de délocaliser ; à faire baisser toujours plus les salaires, en sacrifiant les conventions collectives, en priorisant les « accords de branche » (Loi sur les 35 heures) ou les accords d'entreprises, prémices de l'accord sur la flexibilité de 2013. Ces mêmes politiques ont aussi conduit à sacrifier le pouvoir d'achat pour installer la monnaie unique, l'Euro, et tout faire pour le sauver à coups de milliards aux banques, à tenter toutes sortes d'aventures guerrières : Yougoslavie, Afghanistan, Lybie... et aujourd'hui au Mali afin de garder

le libre accès aux matières premières pour TOTAL et AREVA et garantir la présence des entreprises françaises au Sahel, à construire enfin l'Europe forteresse en durcissant le droit de séjour des étrangers, tout en conservant une main d'œuvre sans papiers exploitable à l'infini.

Actuellement, en acceptant de rembourser intégralement l'injuste dette de l'Etat et ses intérêts,

NON AU CHOMAGE ! NON AUX BAISES DE SALAIRE !



DES ENTREPRISES QUI FERMENT OU DELOCALISENT ! SANS INDEMNISATION DES PATRONS

le parti socialiste contribue à permettre « au pouvoir de l'argent » de continuer à engranger des profits. Pour cela, il met en œuvre une politique d'austérité sur le dos des travailleurs de ce pays, en épargnant les privilégiés. Qui nous fera croire que l'anti-constitutionnalisation de la « taxation à 75% » est une surprise pour « les cerveaux de Bercy » ? Ainsi, par ce tour de passe-passe, les riches seront bien sûr épargnés pour le budget 2013 !

Si quotidiennement, les faillites d'entreprises, les dépôts de bilan, les délocalisations se multiplient, il apparaît que « le ministre de l'incapacité » Arnaud Montebourg ne manifeste aucune volonté d'enrayer le phénomène. Quand il faudrait la nationalisation pour faire face à Mittal, on lui déroule le tapis rouge pour lui permettre de continuer à dépecer le reste de la sidérurgie française. Et pour permettre à ses amis de PSA et de Renault de conserver leurs profits ou d'aller construire des voitures dans les « pays low cost », ce gouvernement a obtenu du MEDEF et des syndi-

cats capitulards les accords sur la flexibilité du travail.

Associé à cette offensive économique, le Ministre de l'Intérieur montre les dents et s'installe dans les bottes de son prédécesseur qui s'était servi d'une politique sécuritaire pour s'imposer à l'Elysée. Ainsi les socialistes auront aussi brisé le tabou de la « sécurité ». Ce serait oublier que de tout temps, la répression judiciaire et policière a toujours accompagné les politiques de régression sociale. Certes monsieur Valls semble à l'aise dans le costume de « premier flic », il sait « montrer les dents », donner du menton, gonfler les muscles et faire preuve d'inhumanité face à une grève de la faim des sans-papiers à Lille. Cependant d'autres éléphants du PS pourraient rivaliser dans la fonction, comme lui-même pourrait s'installer aussi « efficacement » dans un autre ministère au service du social-libéralisme.

Et paradoxalement, au beau milieu de tout cela, on nous fait croire que le projet de Loi sur le « mariage et l'adoption pour tous » serait la démonstration du caractère progressiste de ce gouvernement, au-delà du caractère égalitaire de cet enjeu de société. En tant que marxistes, il nous semble utile de rappeler ce qui régit le caractère progressiste d'une société : L'état de ses « rapports de production ». Qui nous fera croire que cette société en crise dans laquelle les rapports de production sont inversés à l'avantage incontesté des patrons, soit capable de décider d'avancées réellement progressistes. Et que ce débat de société est aussi l'occasion pour la droite décomplexée et la droite extrême de s'associer à l'église réactionnaire et aux fascistes pour déverser la haine et faire le lit du FN, lors de ces manifestations à caractère réactionnaire voire fasciste, désormais de plus en plus fréquentes en France...

Montée du fascisme et du racisme, de la répression politique et syndicale, casse des droits et politique brutale d'austérité eurocratique, d'exploitation généralisée pour nous faire payer la crise, casse de l'outil industriel et délocalisations, renforcement des politiques guerrières impérialistes en Afrique notamment, tous les signes sont là d'une nécessaire contre-offensive unitaire des travailleurs et du peuple : Plus que jamais, il nous faut développer le front des luttes, front syndical, front politique, à travers un Front Populaire de Gauche !

Au sommaire...

P2 DOSSIER NATIONALISATION : La revendication, l'histoire, l'approche marxiste - **P5 Echo des luttes: Sans Papiers, Fralib**, répressions syndicales et politiques - **P9** Le sarkozysme de « gauche » - **P10** Pour un Front Populaire de Gauche! - **P11** Théorie: **L'inflation** - **P13** Guerre au Mali - **P15** Guerre en Syrie - **P17** Chine et congrès du PCC

DOSSIER

Face à la crise du capitalisme mondial, les réponses politiques se multiplient : Libéralisme, « social-libéralisme », c'est-à-dire fuite en avant d'un capitalisme financier qui précarise, délocalise, détruit les vies et les moyens de production... ou antilibéralisme, traduction politique de révoltes

sociales en Amérique Latine, inspiration des révolutions communistes du vingtième siècle, des stratégies communistes d'utilisation du capitalisme d'Etat contre l'impérialisme agonisant et belliqueux (Chine, Cuba, ...). Comment mettre l'Etat devant ses responsabilités quand il prétend « protéger l'emploi » ? Comment montrer que le pouvoir politique est supérieur aux « puissances de l'argent » et que des politiques souveraines et progressistes sont possibles contre ces puissances ? PSA, Florange, Doux, ... Quelle place peut avoir la lutte pour la nationalisation du point de vue marxiste ? Nous consacrons dans ce numéro une place importante à cette question, car si la nationalisation n'est pas une « formule magique » des révolutions que nous devons mener, elle est assurément un mot d'ordre et une revendication révolutionnaire dans le contexte des formes de restructuration des luttes du prolétariat en ce début de vingt-et-unième siècle !

« Produire français » ou nationaliser?

Durant la campagne électorale de 1981, il fallait « acheter français ». On a très vite vu, dans les années qui ont suivi l'élection de François Mitterrand, l'incongruité de ce slogan, sa platitude, son manque de sens, son vide sidéral... Certes, on pouvait acheter français. Des produits réputés français. Mais les Renault 4 de l'époque ou les Citroën CX (il en faut pour toutes les bourses) étaient fabriquées au Portugal ou en Yougoslavie !

Aujourd'hui c'est pareil, et des voix patriotiques, sincères ou non, comme il y a trente ans, s'élèvent pour dire: « il faut produire français ».

Produire français ? Que signifie réellement ce « produire français »? Quand on sait qu'il suffit qu'une fermeture éclair soit cousue en France pour qu'un vêtement produit en Chine ou ailleurs devienne français. Que signifie produire français quand les Renault et les Peugeot d'aujourd'hui sont en majorité construites à l'étranger par des travailleurs durement exploités, plus encore qu'ici, maintenus en laisse par des gouvernements corrompus, salariés des multinationales pour lesquelles ils font, avec talent le plus souvent, la police? « Réprimez votre Altesse! Que je puisse installer tranquillement mon usine géante. Réprimez de grâce! que mes capitaux puissent s'épanouir sans entraves et au moindre coût, loin des travailleurs de France et de leurs syndicats, des travailleurs de France et de leurs revendications. »

Pour les patrons, produire français ce n'est pas produire en France. Ce n'est pas produire sur le sol national avec les travailleurs de ce pays. Pour le MEDEF, produire français c'est faire fructifier les capitaux français. Qu'importe le lieu! Afrique, Asie ou Europe orientale, qu'importe! Produire français, c'est prendre des parts de marché et augmenter toujours plus les profits et les dividendes. Dans un pays qui a atteint un tel degré de fusion entre le capital financier (les banques, pour faire court) et le capital industriel, qui a atteint un tel degré d'exportation de capitaux (investissements directs à l'étranger comme on dit aujourd'hui) produire français c'est rémunérer au maximum le capital sur le dos des travailleurs qu'ils soient Français ou étrangers.

Produire français est un slogan patronal. Ce n'est pas un mot d'ordre pour les travailleurs. C'est au nom du « produire français » que le patronat justifie ses exigences de flexibilité et de précarité. « Il faut être compétitif si nous voulons produire français ». C'est au nom de la compétitivité, c'est-à-dire au nom d'une plus grande rémunération du capital (retour sur investissement, disent-ils) que le MEDEF justifie les délocalisations (Total à Dunkerque par exemple), les exigences de baisse des salaires et d'augmentation du temps de travail (Renault) et les licenciements (PSA à Aulnay).

Produire français est un slogan pervers, aux contours flous, qui sème la confusion dans l'esprit des travailleurs qui ne mettent pas derrière ces mots le même sens que leurs exploités.

Pour beaucoup de travailleurs, produire français signifie produire en France. Produire en France c'est précisément ce dont se moque le patronat qui continue de délocaliser et de licencier à tout va.

Il faut donc un autre mot d'ordre. Un mot d'ordre clair qui reflète l'exigence légitime des travailleurs de ce pays d'avoir un emploi, de ne pas être la variable d'ajustement de la préservation du taux de profit, ces fameux 15% ou plus que réclament les actionnaires.

Ce mot d'ordre, le seul qui aujourd'hui en pleine crise du capitalisme soit acceptable pour la classe ouvrière, est donc celui de nationalisation. Nationalisation définitive des entreprises qui ferment ou délocalisent, sans indemnisation ni rachat.

Les patrons ne se sont que trop servis. Exigeons la nationalisation de toutes ces entreprises qui, après avoir goulûment siphonné les aides publiques de toute sorte (c'est à dire l'argent des travailleurs) et gorgé leurs actionnaires de dividendes juteux (en pressant les travailleurs comme des citrons) s'en vont tranquillement s'installer au soleil, en jetant à la rue les salariés et ceux des sous-traitants. DOUX (Père Dodu) en est l'un des plus récents exemples. ARCELOR MITTAL en est un des plus emblématiques. Aussi, pour nous travailleurs : produire français ou produire en France, c'est nationaliser !

CHARIA PATRONALE POUR TOUS les travailleurs!



Régime minceur du père François!

Pour nationaliser, il faut sortir de l'Europe !

Qui contrôle la Hongrie contrôle l'Europe. L'Union européenne et les capitalistes, avec leurs fondés de pouvoir Angela Merkel et François Hollande, ne s'y sont jamais trompés, pas plus en 1968 qu'aujourd'hui. La Hongrie n'est pourtant plus un pays socialiste et elle n'est pas non plus dirigée par un gouvernement progressiste. Alors pourquoi la Commission Européenne (Bruxelles comme on dit) lui montre-t-elle les dents et suit-elle avec vigilance son évolution politique? En quoi ce petit pays, rentré en 1991 dans l'Anschluss capitaliste européen, peut-il l'inquiéter?

C'est que la Hongrie montre des velléités de nationaliser certains secteurs. En octobre 2010, le gouvernement de centre droit a nationalisé la société MAL, responsable de l'inondation de boues toxiques le 4 du même mois. En décembre 2010, ce même gouvernement a nationalisé les caisses de retraites privées (les fonds de pension) qui étaient déjà financées à 35% par l'Etat. Aujourd'hui, ce même pays a l'outrecuidance de vouloir nationaliser la société E.ON qui possède 65%

de la capacité de stockage de gaz naturel et en est le plus grand distributeur. E.ON, c'est ce groupe allemand qui fermera sa centrale électrique d'Hornaing (Nord de la France) en mars de cette année, supprimant au passage deux cent cinquante emplois directs et indirects.

Il ne faudrait pas que la Hongrie persévère. Cela pourrait donner des idées aux travailleurs des autres pays. C'est pour cela que la Commission Européenne n'est pas contente... Attention à la punition!

Pourtant, en théorie, mais en théorie seulement, rien dans le traité de Lisbonne (Ancien Traité Constitutionnel Européen - TCE- rejeté par le peuple en 2005 et réservé par les parlementaires UMP et PS en 2009) n'interdit les nationalisations. En effet, l'article 345 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) dispose que « *les traités ne préjugent en rien le régime de la propriété des états membres.* » Alors tout va bien? On peut y aller? Pas du tout! Le problème c'est que cette apparente liberté se heurte très vite et très brutalement au dogme de la « *concurrence libre et non faussée* ». En effet, pour que la nationalisation soit conforme au droit européen, il faut que l'Etat « *se comporte comme un investisseur privé en économie de marché tant en ce qui concerne le prix d'acquisition que la gestion de l'entreprise* » Cela signifie qu'un Etat ne peut s'impliquer dans une entreprise que parce qu'elle est rentable et qu'un investisseur privé (un capitaliste) aurait pu faire la même chose. C'est-à-dire que l'Union européenne interdit à ses Etats membres de sauver une ou plusieurs entreprises quel qu'en soit le coût humain. Interdiction formelle de nationaliser une entreprise pour sauver les emplois : c'est certainement cela « l'Europe sociale » !

A ces entraves, succinctement abordées ici, (il y en a d'autres et des plus raffinées, le lecteur s'en doute) s'ajoute le chantage patronal. Les nationalisations bloqueraient les investissements étrangers en France (qui doit être un pays à part puisque cela ne s'est pas vérifié ni au Venezuela, ni en Bolivie, ni en Argentine) et feraient fuir les entreprises déjà installées y compris les entreprises françaises (qui n'ont d'ailleurs pas besoin de cela pour délocaliser !). Le discours est clair : si vous nationalisez, on s'en va.

Eh bien! Que les patrons s'en aillent. On s'en moque! Ce que nous voulons ce sont les usines !

Contre l'union européenne, contre les patrons mais pour l'indépendance nationale, pour l'emploi, pour les salaires, pour les travailleurs : nationalisation de l'énergie, des transports et des entreprises qui ferment ou délocalisent!

« La nation doit récupérer la propriété des moyens stratégiques de souveraineté, de sécurité et de défense » Hugo Chavez

On n'imagine pas à quel point la lutte contre l'impérialisme, faussement appelée « mondialisation » dans nos journaux, a totalement inversé l'évolution économique de l'Amérique Latine. Après la décennie noire de grande braderie ultralibérale dans les années 90, l'élection de Chavez en 1998 au Venezuela, puis de Morales en Bolivie, de Correa en Equateur, la création de l'ALBA en association avec Cuba Socialiste, ont radicalement changé la donne : Pendant qu'en Europe par exemple, l'Etat a privatisé à tour de bras, avant d'assister avec bienveillance à des délocalisations sauvages et massives dans tous les secteurs de l'économie, là-bas les grandes entreprises stratégiques ont progressivement été rendues aux nations latino-américaines par d'innombrables expropriations-nationalisations.

Par la nationalisation de CANTV et de *Electricidad de Caracas* (deux entreprises états-uniennes) au Venezuela, de TDE (espagnole) et des hydrocarbures en Bolivie, des hydrocarbures et de la centrale électrique d'EDC (USA) en Equateur, du groupe pétrolier YPF (Espagnol) en Argentine, ces pays ont d'abord retrouvé une véritable souveraineté énergétique. Cette souveraineté a permis d'une part l'arrêt de l'inflation galopante par la

émeutes populaires de Cochabamba (2000) et d'El Alto (2005), s'appuie, comme la nationalisation des hydrocarbures en 2006 fait écho à la « guerre du gaz » à La Paz qui a fait chuter l'ancien président pro-impérialiste Lozada en 2005, sur de véritables revendications populaires et une mobilisation héroïque du peuple bolivien pour sa souveraineté et la redistribution équitable de ses richesses (nous vous conseillons sur ce sujet l'excellent film intitulé « *Même la pluie* », I. Bollaïn - 2010).

L'Amérique Latine qui a vécu une décennie avant nous le dépeçage et la prédation des entreprises nationalisées par le capitalisme financier international, nous montre aujourd'hui les voies et moyens de sortir de la crise et de l'austérité imposée aux peuples. C'est en repoussant le capitalisme financier par la nationalisation, que l'Etat démontre qu'on peut sortir de la crise par le haut : Oui, on peut reprendre les moyens de production aux patrons et aux banquiers sans que le fameux « chaos » promis par nos médias patronaux ne nous détruise, et si des pays dits « pauvres » peuvent le faire, que dire d'un pays riche comme la France !

Oui, on peut endiguer le chômage et le chantage à la délocalisation pour baisser les salaires, en reprenant aux patrons les usines avec lesquelles ils jouent au poker ! C'est d'ailleurs l'exemple de la Chine, dont les secteurs clés de l'économie restent aux mains de l'Etat, qui peut inspirer les pays actuellement « non alignés » à la chaîne impérialiste US-UE : Celle-ci démontre aujourd'hui qu'on peut sortir des centaines de millions de chinois de la misère féodale par un modèle de croissance en rupture totale avec la crise planétaire du capitalisme que nous vivons ! C'est dans un tel contexte que les idées historiquement mises en pratique par

les révolutions communistes du vingtième siècle peuvent redevenir populaires et s'emparer des masses exploitées !

Nationalisation des entreprises qui ferment ou délocalisent : Voilà un programme de bon sens contre le chômage induit par les délocalisations, contre les politiques d'austérité et de diktats européens, une politique de redistribution, d'emploi, de souveraineté qui est en train de sortir des millions de sud-américains de la pauvreté et qui peut inverser la régression sociale généralisée qu'impose la crise du capitalisme chez nous ! Voilà un mot d'ordre révolutionnaire et fédérant tout le prolétariat, comme le furent les mots d'ordre des « 40 heures » ou des « congés payés » au moment du Front Populaire, ou le mot d'ordre « le pain et la paix » pendant la grande révolution russe de 1917, matrice de toutes les révolutions du siècle dernier !

Nationalisation du secteur électrique en Bolivie (2010)



fixation des prix par l'Etat, d'autre part la maîtrise des secteurs clé de l'économie nationale, qui cessent d'être bradés par la bourgeoisie vendue aux puissances impérialistes sans investissement ni redistribution pour le peuple.

Bien d'autres secteurs ont été nationalisés, et en particulier les banques, qui sont désormais au service de la politique économique nationale (Banque du Venezuela, Banque Centrale en Argentine, ...). Depuis 2006, Morales a nationalisé pas moins de 16 entreprises considérées comme stratégiques en Bolivie (Agriculture, Eau, Electricité, Métallurgie, Minerais)... C'est incontestablement une source d'inspiration concrète pour nous qui militons actuellement pour une régie publique de l'eau ou contre la destruction programmée de la sidérurgie lorraine, de PSA Aulnay, etc. Rappelons-nous que la nationalisation de l'eau par Morales en Bolivie en 2007 fait écho aux

Nationalisation: Une approche dialectique...

L'idée de nationalisation des moyens de production a été utilisée par des forces politiques très différentes au cours de l'histoire, de la droite à la social-démocratie en passant par le mouvement communiste. L'explication en est simple : le mot recouvre des significations différentes selon la période historique où il est mis en avant d'une part et selon les modalités pour réaliser cette nationalisation.

Nationalisation et capitalisme

Pour Marx, le capitalisme se caractérise par une contradiction fondamentale entre le caractère de plus en plus social de la production et le caractère privé de l'appropriation. Cette contradiction est la source des crises cycliques du capitalisme en produisant l'accumulation des richesses à un pôle de la société et celle de la pauvreté à un autre pôle. Ce résultat inévitable sous le capitalisme parce qu'il est basé sur la propriété privée des moyens de production, produit régulièrement une impossibilité d'écouler les marchandises produites c'est-à-dire une crise de réalisation ou encore une crise de surproduction. La surproduction de marchandises n'est pas à relier aux besoins car elle se réalise pendant que des millions de travailleurs n'arrivent plus à satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. La surproduction s'entend par rapport à la demande solvable, c'est-à-dire celle procurant au minimum le taux moyen de profit de la société à un moment historique donné. Ce résultat inéluctable démontre que le capitalisme est un rapport social de production qui a fait son temps, qui freine et détruit les forces productives.

La rupture avec le capitalisme et la construction du socialisme suppose en conséquence la socialisation des moyens de production qui est le seul moyen de remettre en correspondance les forces productives de la société et les rapports de production. Si la forme juridique de la socialisation est la nationalisation, la première ne se limite pas à la seconde. La socialisation comporte en plus la question du pouvoir ouvrier. La nationalisation en elle-même ne garantit donc en rien le socialisme ou une avancée vers le socialisme. Penser cela serait occulter la question du pouvoir d'Etat c'est-à-dire diffuser l'erreur d'une possible transformation progressive du capitalisme en socialisme.

Que signifient dès lors les nationalisations sous le régime capitaliste ?

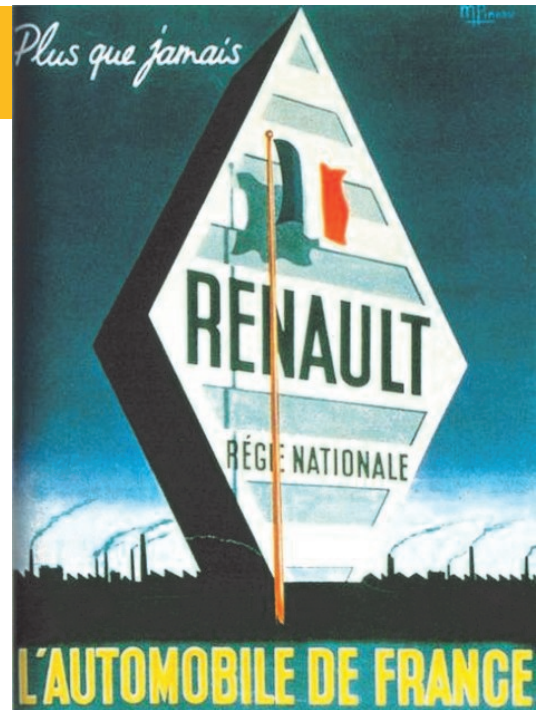
L'approche métaphysique répondra en présentant les nationalisations comme étant toujours

réactionnaires sous le capitalisme dans sa version opportuniste « de gauche », et comme étant toujours positives dans sa version opportuniste de droite. Dans les deux cas cette approche élude les questions concrètes : quelle classe revendique la nationalisation et quelle classe s'y oppose ? Les nationalisations concernent-elle des industries productrices de profits ou non ? La négation du contexte, du rapport des forces et du mouvement sont trois traits de la métaphysique. Dans une approche dialectique, une question est considérée dans son mouvement, comme inscrite dans un contexte précis fait de multiples interrelations avec d'autres questions et comme parcourue par les contradictions sociales.

L'histoire du capitalisme comporte des moments où la bourgeoisie a défendu les nationalisations. Elles sont même très recherchées par la classe bourgeoise pour réaliser ses restructurations dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, la production d'électricité, les mines, etc. L'argent du contribuable est alors mobilisé pour accélérer la modernisation, la centralisation et la concentration. Une fois la restructuration menée à bien, les entreprises nationalisées peuvent être restituées au capital privé par le biais de la privatisation. Le même processus peut se dérouler quand il s'agit de sauver avec l'argent du contribuable de

grands groupes industriels en difficulté. La nationalisation n'est rien d'autre dans ce cas qu'une cure de jeunesse donnée au capital. Elle se réalise dès lors pour un temps limité et avec indemnisation.

Cela signifie-t-il que les nationalisations sont toujours réactionnaires sous le capitalisme ? Bien sûr que non. Il en va de la nationalisation comme de toute réforme à l'intérieur du capitalisme. Tout dépend du moment historique, de la classe qui la met en avant et de ses conditions de réalisation qui dépendent du rapport des forces. S'il faut combattre l'illusion réformiste posant les nationalisations comme signe d'avancée vers le socialisme, il faut tout autant combattre l'opportunisme « de gauche » refusant toutes les réformes. Dans son texte *Marxisme et Réformisme* du 12 septembre 1913, Lénine résume ainsi la question des réformes : « Les marxistes, à la différence des anarchistes, reconnaissent la lutte pour les réformes, c'est-à-dire pour telles améliorations dans la situation des travailleurs qui laissent cependant le pouvoir entre les mains de la



Louis Renault, gros patron français et collaborateur résolu hitlérien (ci-dessous en Compagnie d'Hitler pour qui il produisait des véhicules militaires), fut limogé par les ouvriers eux-mêmes, et arrêté en 1944 à la Libération. L'Entreprise, dont l'usine de Billancourt est depuis toujours un bastion communiste, est nationalisée en Régie par le Conseil National de la Résistance en 1945.



classe dominante. Mais, en même temps, les marxistes mènent la lutte la plus énergique contre les réformistes, qui limitent directement ou indirectement aux réformes les aspirations et l'activité de la classe ouvrière. Le réformisme est une duperie bourgeoise à l'intention des ouvriers, qui resteront toujours des esclaves salariés, malgré les améliorations isolées, aussi longtemps que durera la domination du capital [...] Au contraire, si les ouvriers ont assimilé l'enseignement de Marx, c'est-à-dire s'ils ont pris conscience du fait que l'esclavage salarié est inévitable aussi longtemps que dure la domination du capital, ils ne se laisseront tromper par aucune réforme bourgeoise. Comprenant que, si le capitalisme est maintenu, les réformes ne peuvent être ni durables, ni sérieuses, les ouvriers luttent pour les améliorations qu'ils utilisent pour poursuivre une lutte plus opiniâtre contre l'esclavage salarié. »

Dans le contexte d'aujourd'hui la nationalisation des industries qui font des profits, sans indemnisation, correspond à une telle approche léniniste de la réforme. Dans le même temps l'illusion réformiste d'une correspondance entre nationalisation et fin de l'exploitation doit être combattue.



En 1953, Mossadegh nationalise le pétrole iranien (qui appartenait à l'Angleterre). Il fut renversé par la CIA qui le remplaça par le Chah, soumis aux USA.

En 1956, le président égyptien et leader panarabe Nasser décide de nationaliser le canal de Suez, voie stratégique de passage entre l'Océan Indien et l'Europe. Immédiatement, Israël, la France et la Grande Bretagne déclarent la guerre à l'Egypte... mais perdront le bras de fer.



ECHO DES LUTTES

Novembre - Décembre 2012 : La continuité sarkozyste face à une lutte acharnée de travailleurs...

Quand Valls pousse les Sans-Papiers lillois à plus de 70 jours de grève de la faim

Après cinq ans de Sarkozysme, de discours racistes et xénophobes, de politiques du chiffre, de chasse aux sans-papiers... il y a quelques mois, en janvier 2012, les sans-papiers auto-organisés du CSP59, refusaient la clandestinité et profitaient des élections présidentielles et législatives pour peser sur le débat national et local. Au-delà de leur revendication première de régularisation de toutes et tous les sans-papiers, ils revendiquent localement leur droit à la défense argumentée des dossiers en Préfecture du Nord, sur la base des accords DELARUE. Commence alors un an de lutte et d'occupations afin de se rendre visibles: Entre janvier et mai 2012, les sans-papiers vont occuper plusieurs lieux dont le local de campagne de l'UMP, qui donnera lieu à l'arrestation de six d'entre eux, qui seront libérés après une bataille judiciaire pour détournement de procédure par le Préfet. Malgré cela, le Préfet restera sourd à toutes leurs requêtes.

Après l'élection de François Hollande, les sans-papiers espèrent que l'alternance jouera en leur faveur et que le nouveau Président respectera ses arguments de campagne promettant « le changement », « la réparation » et « des politiques et des lois différentes de ce qui a été mené par l'ex-président Sarkozy [...] dans un esprit de justice et d'équité ». Mais la circulaire promise par le nouveau Ministre de l'Intérieur Manuel Valls se fait attendre et les pratiques policières restent les mêmes (un sans-papiers lillois est arrêté devant sa fille et expulsé vers l'Algérie en août). Ainsi, afin de maintenir le rapport de force, les sans-papiers de Lille vont investir l'espace public dont plusieurs locaux municipaux, mais ils n'auront toujours aucune réponse.

C'est donc de lassitude et de colère, ayant sollicité tous les recours possibles et contraints par un Préfet sourd à toute négociation, que l'Assem-

blée Générale souveraine des sans-papiers occupant la Maison de la Médiation de Lille, vote la grève de la Faim le 2 novembre 2012. Ce dernier mode d'action, radical, mettant en péril leur santé est un choix individuel et conscient des sans-papiers, qui résulte de l'épuisement de toutes les autres formes de lutte (la situation d'isolement social et économique ne permettant pas le moyen de la grève par ailleurs), mais qui est surtout le reflet de l'arbitraire et de la violence des politiques qui s'opposent à eux... Le revendication des grévistes est désormais double : le droit à la défense argumentée des dossiers en Préfecture, et la régularisation de la liste des personnes portée par la grève de la faim (dont certains « lutteurs » non-grévistes).

L'Église Réformée...

L'occupation du Temple Lillois avait pour but principal de permettre aux grévistes de se réunir pour

alerter et faire constater médicalement l'effectivité de leur grève de la faim. Avec le choix de ce lieu de culte, les sans-papiers cherchaient à obtenir un refuge temporaire, en accord avec la tradition chrétienne du droit d'asile. Toutefois, le soutien attendu auprès de l'Église Protestante n'a pas été aussi franc qu'espéré. Le 4 décembre, après 10 jours et sous couvert d'arguments sanitaires, les grévistes seront expulsés à la demande du même conseil presbytéral à grand renfort de forces de l'ordre y compris du GIPN pour l'occasion (unités d'élite de la police, amenées à intervenir dans des situations d'extrême violence ou à haut risques telles que les prises d'otages, les actes de terrorisme, les mutineries dans les prisons ...) ! Ironie du sort, au même moment, C. Duflot, Ministre du Logement, appelait les Églises à ouvrir leurs portes aux sans-abris en période de grand-froid...

RAPPEL DU CONTEXTE : Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets.... En 2004, à l'occasion de la victoire de 460 sans-papiers en grève de la faim naissent les « accords DELARUE ». Ces accords permettaient au CSP59 et à ses partenaires associatifs, de porter et d'argumenter des dossiers de sans-papiers chaque mois en Préfecture, en vue de leur régularisation. En 2007, la remise en cause des Accords DELARUE sous Sarkozy avait entraîné une nouvelle grève de la faim et imposé la création d'une nouvelle instance : la CODRESE. Cette commission examinant au cas par cas les demandes de régularisation exclue désormais le CSP59. En 2012, la CODRESE est dénoncée par trois de ses membres (MRAP, CIMADE, LDH) comme totalement inefficace et arbitraire. De son côté, le CSP59, sollicité par un nombre croissant de sans-papiers ayant épuisé toutes les voies de recours, multiplie les actions de manifestations et d'occupations, réclamant son droit à la défense argumentée des dossiers en Préfecture.

seurs heures dans le froid, la Préfecture organisera finalement la répartition des sans-papiers dans différents hôpitaux. C'est ainsi que commence la stratégie de la Préfecture consistant à repousser les grévistes par petits groupes, toujours plus loin, vers les hôpitaux puis vers des centres d'hébergement d'urgence de la région dans le but de les isoler, les décourager et surtout de les surveiller ; afin de « casser » leur grève de la faim.

Assimilés à des SDF, les grévistes sont séparés et invisibilisés, leur grève de la faim est niée, ils ne reçoivent que difficilement les soins que nécessite leur état de santé. C'est toutefois sans compter sur l'élan de solidarité avec les grévistes qui se manifestera dans chacun des lieux : citoyens, syndicalistes ou encore élus se relayeront, pendant plus de deux semaines, pour veiller au moral et à l'approvisionnement en eau et en sucre des grévistes.

Certains grévistes sont rejetés hors des urgences et sont contraints de passer une nuit dehors devant l'entrée de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul sous des températures négatives. Deux d'entre eux sont même placés en Centre de Retention avant d'être relâchés par le Tribunal Administratif. La Préfecture accorde enfin un premier rendez-vous aux porte-parole du CSP59 le 6 décembre (36^e jour de grève). Cette entrevue résultera sur ce qui semble être une première étape de sortie de crise en permettant que le CSP59 dépose, le 10 décembre, la liste des 147 noms portée par la grève de la faim, pour lesquels la Préfecture s'engage à réexaminer la situation administrative... Toutefois, cet espoir est vite déçu car dès la seconde entrevue, le 19 décembre, la Préfecture annonce qu'en la stricte application de la circulaire Valls, seules 9 des 147 personnes de la liste peuvent être régularisées ! De la même manière, elle conditionne le droit à la défense argumentée des dossiers à la transformation du statut d'« association de fait » du comité des sans-papiers (par nature « illégaux » en France !) en association loi 1901.



**Violences xénophobes & racismisme d'Etat
Rafles aux faciès & internements
Charters & déportations de masse...**

Bataille des hôpitaux et stratégie d'invisibilisation...

Ainsi jetés dehors et se trouvant, du fait de leur 34^e jour de grève de la faim, dans des états de santé nécessitant une surveillance médicale régulière, c'est tout naturellement que les grévistes auraient dû être dirigés vers les hôpitaux. Suite à une Assemblée Générale des grévistes, il a alors été décidé que ces derniers se rendraient à l'accueil des urgences du CHR de Lille en demandant à y être reçus et auscultés. Après les avoir laissé attendre plu-



Sous le gouvernement socialiste : des pratiques policières inchangées et une omerta généralisée...

Le 21 décembre, réunis à Lille, les grévistes se trouvent à nouveau confrontés à la nécessité de rendre leur lutte visible. C'est dans ce but qu'ils investissent l'Eglise Saint-Maurice au centre-ville, comptant sur la « fraternité » de l'Eglise Catholique à quelques jours de Noël. Une fois de plus, ils voient leurs espoirs déçus, puisque cinq heures après leur entrée, l'Evêque de Lille exige leur évacuation. Il en profite par ailleurs, pour déposer une plainte pour « occupation illégale et dégradations ». Un nombre disproportionné de forces de l'ordre, dont des agents de la police de l'air et des frontières, interviennent sur les lieux pour évacuer les 82 grévistes occupants.

Lors de cette intervention, les agents arrêtent arbitrairement huit des quatre-vingt-deux grévistes qui sont immédiatement placés en garde à vue. Parmi eux, Ahmed et Azzedine sont alors placés en Centre de Rétention. Ils seront expulsés vers l'Algérie, à leur 59^e jour de grève de la faim et dans un état de santé déplorable.

Parallèlement et suite à l'évacuation de l'Eglise Saint-Maurice, les 74 autres grévistes décident de rester visibles et de s'installer sur le parvis devant l'Eglise jusqu'à ce que la Préfecture libère leurs deux camarades, reconnaisse officiellement la grève de la faim et cède à leurs revendications.

Les soutiens au CSP59 devront s'organiser pour apporter aux grévistes tentes, barnums, couvertures, eau, sucre et boissons chaudes. Pendant ce temps le préfet continue à nier la grève de la faim, et taxe les sans-papiers grévistes et leurs soutiens, d'irresponsables, les somme « d'arrêter instamment leur action ». 66 grévistes déterminés votent la poursuite de la grève de la faim. Cette situation d'extrême précarité va donc s'installer près d'un mois. La couverture médiatique demeure très timide, voire à charge contre les grévistes de la faim et leurs porte-parole. Les actions de visibilisation sont organisées réguliè-

ment pour rompre le silence. Enfin, peu nombreuses sont les organisations politiques de gauche (traditionnellement soutien de la cause de sans-papiers) à affirmer un soutien franc et visible à cette grève de la faim.

Une mobilisation qui devient nationale...

L'urgence suscitée par la poursuite de la grève de la faim et l'indignation provoquée par l'expulsion des deux grévistes le 30 décembre 2012 ont permis la

massification du soutien aux sans-papiers de Lille. Début janvier 2013, un grand nombre de comités de sans-papiers, d'associations de défense des droits des étrangers, de partis politiques... s'organisent et relayent d'abord en région parisienne, puis partout en France la question : « *Faut-il mourir pour avoir les papiers ?* ». Des actions d'occupation et des manifestations quotidiennes sont organisées en soutien aux grévistes lillois : la nonciature du Vatican, le centre des impôts, l'AFP, les agences Air France, les sièges départementaux et national du Parti Socialiste, la Mairie de Lille... Donnant même naissance le 7 janvier au mouvement « *Faut-il mourir pour avoir les papiers ?* », rassemblant près d'une centaine de signataires de toute la France. Ce mouvement national unitaire réclame la satisfaction des revendications du CSP59 et plus largement, a permis de fédérer comités, partis et associations autour de la dénonciation du manque de courage politique du gouvernement, l'insuffisance de la circulaire Valls (ne permettant pas de régler la situation de l'immense majorité des sans-papiers) et de l'abrogation des lois et circulaires racistes antérieures.

Vers une sortie de crise ...

Contrainte par la massification du mouvement de soutien et l'urgence médicale de certains grévistes, la Préfecture du Nord tente une dernière cartouche. Elle laissera croire que les conditions d'un accord sont réunies. Les représentants du CSP59 et des partenaires associatifs ressortent sereins dans l'attente du communiqué préfectoral dans lequel devaient figurer les expressions : « calendrier échelonné, bienveillance et humanité », signes de garantie que le Préfet usera de ses pouvoirs discrétionnaires lors de l'étude des dossiers des grévistes. Or, le jour même, le communiqué s'avère être en totale contradiction avec les

engagements pris. Alors même que les grévistes avaient, quant à eux, respecté leur engagement à se faire perfuser en vue de cette rencontre, agréant ainsi à la revendication de la préfecture de ne pas « *négozier sous la pression* ». Il s'agit aux yeux du CSP59 et de ses partenaires associatifs d'un mensonge d'Etat scandaleux, d'une rupture franche du dialogue et d'une remise en cause de toute sortie de crise. Toutefois, face à la détermination des grévistes qui ont poursuivi le jeûne, la Préfecture produira un nouveau communiqué le 11 janvier. Cette fois, le communiqué reflète au moins en partie l'esprit de la discussion tenue deux jours avant en faisant apparaître les termes de « *calendrier échelonné et bienveillance* », annonçant que les règles de la circulaire vont être assouplies en évoquant « *un minimum de dossier* ». Enfin, le 12 janvier, un dernier communiqué, provenant cette fois de quatre associations membres de la CODRESE (Emmaüs, CCFD-Terre solidaire, CIMADE, Secours Catholique), vient compléter celui de la Préfecture, en assurant pour cette dernière, le caractère « *humanitaire* » de l'étude du dossier des grévistes.

Suspension de la Grève, mais la lutte continue !

Après la lecture de ces derniers documents, les sans-papiers grévistes de la faim ont considéré que les garanties de la Préfecture étaient suffisantes et ont voté la suspension de leur refus de s'alimenter le 13 janvier, à leur 73^e jour de grève de la faim. Ils ont considéré que devant l'urgence de l'état de santé de certains grévistes, la volonté affichée du Préfet Bur d'exclure le CSP59 du processus de sortie de crise était secondaire. Comme le scandent fréquemment les sans-papiers : « la lutte continue ! » et le CSP59 restera vigilant quant au respect des engagements pris par le Préfet Bur. Par ailleurs, il appelle nationalement les associations, partis et syndicats à poursuivre la montée en puissance des actions de protestations contre les insuffisances de la circulaire du 28 novembre 2012 pour réparer les dégâts causés par 5 ans de Sarkozysme et à dénoncer l'actuel « *Sarkozysme de Gauche* ».

Sans-papiers et lutte des classes

Le soutien des organisations progressistes traditionnelles au sujet de la lutte des sans-papiers pour leur régularisation est souvent marqué par deux écueils qui peuvent affaiblir le mouvement : D'une part l'approche « humaniste », qui la réduit à un simple combat moral et droit-de-l'homme, détaché voire opposé à la lutte de classe en France, et où le « soutien » aurait plus de place que le sans papiers lui-même. D'autre part l'approche « ouvriériste », qui la réduit au seul moyen de la grève contre le patron, excluant de la lutte pour les papiers les sans-papiers chômeurs, les enfants, les « femmes au foyer », et même les travailleurs occasionnels ou uniques employés clandestins dans l'économie « informelle » pour qui la « grève tout seul » serait suicidaire. En fait, qu'elle affronte le patronat directement, ou les instances de l'Etat (patronal lui-même), la revendication d'avoir des papiers est toujours une lutte de classe. C'est une lutte de classe au sens économique du terme (avoir des papiers et donc les mêmes droits que tous les autres travailleurs, permet de ne plus servir à la baisse générale des salaires organisée par les patrons maître-chanteurs, etc.). C'est aussi une lutte de classe au sens politique du terme (lutte contre les régressions démocratiques, le développement du racisme d'Etat, qui marquent l'évolution fascisante du capitalisme en crise, qui vise à diviser au maximum le prolétariat sur des critères raciaux, nationaux, etc.).

Monseigneur Gaillot, « l'évêque rouge », rend visite aux grévistes sur le parvis Saint Maurice (janvier 2013)



FRALIB: « Toujours jusqu'à la victoire »

Les inspirations cubaines d'une lutte emblématique du syndicalisme de classe et de masse en France

Les ouvriers de Fralib en lutte contre la fermeture et la délocalisation de leur usine (fabrication du thé en sachet Eléphant) par la multinationale Unilever viennent de fêter en décembre leur 800^{ème} jour de lutte. Après une première victoire sur la multinationale qui vient de céder les locaux occupés et les machines, ils poursuivent leur combat pour la relance de l'activité industrielle en créant une coopérative et en récupérant la marque historique Eléphant... Là encore les ouvriers, soudés par deux ans de combat obstiné et d'occupation de l'usine, exigent de l'Etat un engagement et un soutien décisif. Chantiers leur a rendu visite à Géménos (13) et a recueilli des témoignages utiles à tous les ouvriers en lutte contre les délocalisations et les baisses de salaire.

Chantiers : La figure du Che est omniprésente dans votre usine depuis l'occupation et ces deux années de lutte. Pourquoi ?

Olivier Leberquier (dirigeant CGT Fralib) : Après la première délocalisation de l'usine du Havre il y a quelques années, notre syndicat CGT s'est réuni avec celui de Géménos ici, et la question s'est rapidement posée du logo du syndicat. C'était en 98, à l'époque il y avait déjà beaucoup de débats à l'intérieur de la CGT entre syndicats réformistes accompagnateurs du système et syndicats révolutionnaires. On a donc cherché pour nous un symbole révolutionnaire, et le symbole du Che s'est naturellement imposé !



Une AG hebdomadaire dans l'usine

Chantiers : D'ailleurs la direction de la CGT Fralib connaît bien Cuba, il y a des liens assez étroits entre vous et les syndicalistes cubains. Quelle expérience retires-tu de tes voyages en délégation là-bas ?

Olivier : Notre délégation FNAF-CGT [fédération de l'agroalimentaire] a visité plusieurs entreprises, notamment une manufacture de tabac à la Havane la première année où j'y suis allé. Là, le

RIM : « Si on pouvait tous se mettre ensemble, on commencerait à voir le changement ! »

Moi mon rêve c'est de voir toutes les boîtes qui luttent monter à Paris ou en Suisse ou ailleurs, partout où ils y a les gros sièges sociaux, les archi-millionnaires qui ne connaissent pas la misère que certains vivent... si on pouvait tous se mettre ensemble, déjà, ça fera du bruit, et on commencerait à voir le changement ! Parce qu'on remarque bien que les gros du CAC40, eux ils le sont, réunis ! Quand ils décident des choses contre nous, ils savent le faire ensemble... et le problème des salariés, c'est qu'ils sont souvent peu à lutter et seuls, la lutte est très compliquée !

[retrouvez l'intégralité des interviews filmées des ouvriers CGT Fralib rencontrés par notre journal sur notre site rassemblementcommuniste.org, rubrique VIDEO]

directeur n'avait pas beaucoup de temps à nous accorder parce qu'il venait juste d'entrer en fonction... Trois mois avant c'était lui le délégué syndical de l'usine ! Le rôle du syndicat n'est évidemment pas le même dans une usine cubaine et ici, dans un système capitaliste... mais d'une certaine manière quand on démarrera notre SCOP, même si nous restons dans un environnement capitaliste, le rôle de notre syndicat ne sera pas non plus le même que quand Fralib appartenait à Unilever. Mais il restera bien sûr nécessaire ! A ce moment là, l'inspiration des syndicats cubains deviendra certainement centrale pour nous ! Le syndicat aura toujours un rôle de centralisation des problèmes des salariés et des revendications, mais il y aura aussi une nécessité de concertation avec la direction de la SCOP sur les orientations politiques de celle-ci à long terme.

Chantiers : Quand on parle de syndicalisme de classe, on parle forcément politique !

Olivier : Ce qui est important à Cuba c'est aussi l'existence en plus du syndicat dans chaque entreprise, d'une cellule du parti communiste. Quand j'étais jeune, dans la région du Havre, on trouvait très souvent dans les entreprises de la région des cellules d'entreprise du PCF. Aujourd'hui on a cassé ce lien politique qui existait entre les cellules d'entreprise du parti et le syndicat. C'est à mon avis une erreur historique au sein de la CGT... même si la CGT n'est pas devenue pour autant réformiste fondamentalement : si c'était le cas, on n'aurait pas eu par exemple en 2005 un positionnement clair de la CGT contre la constitution européenne !

Chantiers : Votre fédération est attachée à l'internationalisme, c'est un aspect qu'on oublie trop souvent non ?

Olivier : Notre syndicat de l'agroalimentaire est toujours adhérent à la FSM [association internationale historique de syndicats de classe et de masse]. Cette fédération a un ancrage particulier sur l'internationalisme depuis toujours, c'est lui qui nous a permis ces visites aux camarades syndicalistes cubains. Mais il a aussi participé à la création de liens entre nous et une coopérative vietnamienne de production de thé [l'usine Fralib met le thé en sachet] pour développer une activité de commerce équitable. Là-bas, grâce à la CGT, j'ai pu rencontrer par exemple le président du syndicat national du thé vietnamien. En fait, la création de la coopérative de production de thé, ils appellent ça une « privatisation », mais c'est plutôt l'Etat qui cède l'usine, propriété d'Etat [équivalent d'un Sovkhoze en URSS], aux salariés de l'usine [coopérative équivalent à un Kolkhoze en URSS], même si le terme coopérative n'est pas utilisé, en fait les salariés deviennent propriétaires de l'usine, choisissent les dirigeants et gar-



dent une maîtrise totale de l'ensemble de l'activité. L'Etat quant à lui reste possesseur des terres de la plantation de thé et de l'usine de transformation. Donc si demain il se passe quelque chose qui ne plaît pas aux dirigeants politiques localement, dans le cas d'investisseurs étrangers, il ne prête plus les terrains et tout s'arrête ! De plus concernant la coopérative que j'ai visitée, l'Etat fournit l'aide principale pour le développement de la plantation et de l'usine.

OMAR (CGT): « On n'a pas besoin d'eux pour faire marcher notre usine ! »

Les patrons, on n'a pas besoin d'eux pour produire ; eux ils ont besoin de nous pour s'enrichir ! On n'a pas besoin d'eux pour faire marcher notre usine ! C'est pour ça qu'aujourd'hui ils ont la haine, c'est ça qu'ils n'acceptent pas chez nous ! Aujourd'hui, si Unilever refuse de céder la marque Eléphant, c'est pas parce que cette marque a de la valeur à leurs yeux : ils s'en foutent, dans deux ans si ça se trouve elle n'existera plus cette marque ! C'est à cause de la lutte des classes : ils refusent qu'on devienne salariés associés, parce que ça risque de faire du remue-ménage ailleurs [dans les autres entreprises du groupe] ! (...)

Quand tu prends Mélenchon qui dit « l'humain d'abord », c'est de plus en plus vrai ! Il est où l'humain ? En Europe, dans le monde, il est passé où ? Dans le capitalisme, les banques, le commerce, il est où le social dans tout ça ? Maintenant, on nous dit que la gauche est arrivée au pouvoir ; elle est où la gauche ? C'est évident qu'ils sont pas partis pour faire ce que nous voudrions qu'ils fassent ! (...)

Moi l'Europe, je suis contre ! Si l'Espagne, la Grèce ou même la France étaient indépendantes par exemple, souveraines, etc. elles éviteraient les délocalisations qui sont en train d'arriver et que l'Europe favorise. On nous dit que l'Europe « c'est bien » ; c'est faux ! L'Europe c'est bien pour les riches, pas pour nous !

Ci-dessous: Omar en compagnie de notre camarade Charles (Rouge Vif 13 - RCC)



PLUS QUE JAMAIS, SOLIDARITÉ CONTRE LA RÉPRESSION SYNDICALE ET POLITIQUE !

Criminalisation de l'action syndicale et politique

A la demande du patronat d'Arras, le président du conseil de prud'hommes et le procureur du tribunal de grande instance d'Arras ont entamé une procédure disciplinaire à l'encontre de Christian Delépine, ouvrier élu CGT au conseil des Prud'hommes pour un prétendu « manquement grave » dans l'exercice de ses fonctions. En réalité, il est reproché à Christian Delépine son efficacité dans la défense des salariés.

Pour avoir distribué un tract réclamant le respect des droits syndicaux au collège du Stockfeld (Strasbourg), Fabienne Tusch et Dominique Haquette, délégués de la CGT Educ'action Alsace sont mis en examen suite à une plainte pour diffamation déposée par leur direction. Depuis l'arrivée de la principale au collège du Stockfeld en septembre 2009, les personnels vivent dans un climat de tension et voient leurs conditions de travail se dégrader. C'est pour avoir défendu les droits élémentaires (comme par exemple, le droit d'être accompagné par un représentant syndical lors d'un entretien avec la hiérarchie) et pour avoir défendu les conditions de travail de leurs collègues que nos camarades sont attaqués.

Au lycée Augustin-Thierry (Blois), le proviseur a porté plainte, en juillet dernier, pour « injures publiques, outrage à supérieur hiérarchique, diffamation et dénonciation calomnieuse » contre Marie-Anne Clément, déléguée syndicale de la CGT Educ'action Orléans-Tours. La syndicaliste est victime depuis plusieurs mois d'une pression, d'un « harcèlement », de menaces, de dénigrement et d'une surveillance inquisitoriale de la part du proviseur en poste depuis septembre 2011.

Ayant protégé une salariée handicapée mère de quatre enfants d'ERDF Paris qui a refusé de témoigner contre la direction au sujet d'un accident du travail, huit syndicalistes de la CGT Energie Paris sont mis en examen par cette direction, et risque amendes, peines de prison, déchéance des droits civiques.

Suite à la plainte déposée par l'association fasciste AGRIF, le chanteur Saïdou du groupe ZEP et notre camarade Saïd Bouamama sont mis en examen pour une soi-disant « discrimination et incitation à la haine raciale ». Leur seul crime est de vouloir dénoncer la discrimination et l'oppression néo-coloniale des Français descendants des

peuples colonisés. Ce que l'on cherche à faire taire par cette criminalisation de l'action politique et syndicale, c'est la possibilité pour les salariés, les ouvriers, les musulmans, les non-blancs de faire entendre leurs justes revendications.

Une histoire déjà ancienne...

Bien qu'elle se soit intensifiée sous Sarkozy et continue de se développer sous Hollande, la répression anti-syndicale n'est pas un fait nouveau. En 1938, le Parti Radical « de Gauche » au pouvoir abandonne le Front Populaire et soutient la politique patronale : la répression s'abat sur les militants politiques et syndicaux. La grève de novembre 1938, lancée par la CGT pour dénoncer la remise en cause des acquis de 36 se finit par des poursuites, des licenciements de syndicalistes et l'inscription sur des listes rouges patronales. Beaucoup de syndicalistes sont d'ailleurs fichés par la police et leur participation à cette grève inscrite dans leur dossier. En août 1939, Daladier, du Parti Radical, attaque et interdit la presse communiste le 26 août, et dissout le PC le 26 septembre. La répression du régime de Pétain (mis en place avec les voix de la SFIO, futur PS) vise non seulement le Parti Communiste, mais aussi les syndicats et notamment la CGT, considérée comme faisant partie de « l'Anti-France »... Avec le développement actuel de la crise du capitalisme, cette répression s'est développée. En effet, les cas de répression anti-syndicale se sont multipliés sous l'ère Sarkozy. Malgré la demande d'amnistie des syndicalistes du Front de Gauche, le gouvernement « socialiste » de Hollande n'a donné aucune suite à cette revendication.

Faire taire les syndicalistes pour mieux exploiter les travailleurs

Pour maintenir et développer leur profit, les capitalistes augmentent la charge de travail des salariés afin de réduire le coût des salaires. Pour réaliser plus de profit, les capitalistes demandent encore plus de travail pour encore moins de salaires. Dans les secteurs privé et public, l'ensemble des nouvelles formes d'organisation du travail n'ont qu'un seul but : intensifier notre exploitation, provoquant ainsi une dégradation de nos conditions de travail et une augmentation du nombre des chômeurs. Face à l'augmentation de notre charge de travail et à la dégradation de nos conditions de travail, la lutte syndicale et politique se renforce et s'intensifie. Pour empê-

cher l'opposition massive aux conséquences du capitalisme, les patrons et leurs laquais gouvernementaux s'attaquent au droit fondamental du prolétariat de s'organiser pour se défendre.

Pour les capitalistes, les droits syndicaux et politiques des salariés ne sont que des obstacles à l'accumulation de leurs profits. Les attaques frontales contre les acquis sociaux (retraite à 60 ans, services publics,...) menées par Sarkozy ont été conduites de pair avec des attaques anti-syndicales (2007 : limitation du droit de grève pour la SNCF et la RATP ; 2008 : limitation du droit de grève pour les professeurs des écoles ; 2012 : limitation du droit de grève pour le transport aérien).

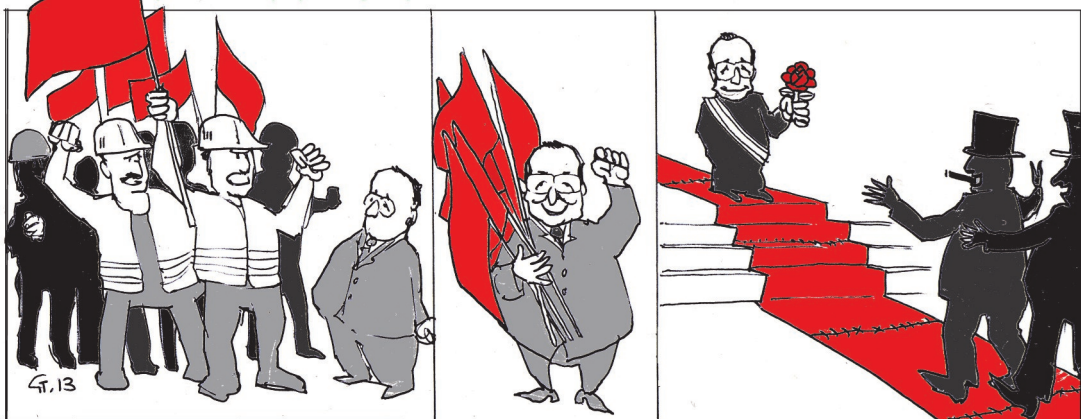
Le gouvernement Hollande va-t-il rétablir plein et entier le droit de grève ? Les gouvernements libéraux de droite comme de « gauche » ne défendent qu'une seule liberté : la liberté pour les patrons et les banquiers de s'enrichir toujours davantage. L'intensification de la crise ne laisse que deux choix au gouvernement : soit il choisit l'intérêt de la haute finance, soit l'intérêt général du prolétariat.

Le gouvernement Hollande va-t-il choisir l'intérêt général du prolétariat ? Il semble bien qu'il ait tranché ! Le vote du TSCG (traité sur la stabilité, la convergence et la gouvernance) est la première marque de la trahison de l'intérêt général face aux diktats des banques. Le choix de Manuel Valls comme Ministre de l'Intérieur est tout aussi significatif de la volonté du gouvernement de briser la révolte populaire. C'est le choix d'écraser la résistance. La criminalisation des syndicalistes, la désignation des musulmans comme boucs émissaires, sont les signes avant-coureurs de la fascisation de notre société.

Déjà en 1936, face à la crise des années trente, les capitalistes ont essayé l'instauration du fascisme en France. Par le rassemblement et l'unité, le Front populaire a mis un terme aux prétentions fascistes de la bourgeoisie. Aujourd'hui comme hier, c'est notre détermination et notre unité face à la bourgeoisie qui feront reculer le risque fasciste. Cette unité a un nom : le Front populaire de gauche ! Ce Front, unité des travailleurs contre le libéralisme, doit devenir le front antifasciste dont le pays a besoin pour rétablir nos droits syndicaux et politiques. Cette lutte antifasciste est la première marche vers l'émancipation de l'exploitation capitaliste, vers la construction d'une société communiste.

La construction de ce Front populaire de gauche se fera aussi autour de la lutte pour les droits syndicaux et politiques du prolétariat. C'est la raison pour laquelle nous devons relayer le mot d'ordre d'amnistie générale pour l'ensemble des syndicalistes traînés devant les tribunaux et soutenir l'ensemble des luttes du prolétariat.

ENVIRONNEMENT: LE PS PARTICIPE AU RECYCLAGE!



Déclarations, initiatives, actualité, analyses, vidéos...

visitez notre site Internet!

www.rassemblementcommuniste.org

Les bonnes résolutions du PS pour 2013 : Exaucer les vœux des patrons !

Gros patrons et riches, rassurez-vous ! Vos privilèges fiscaux sont sauvegardés ! Malgré l'annonce de taxer au même niveau le travail et le capital pour plus de « justice sociale », le gouvernement a rétabli des dispositifs permettant que les revenus du capital soient toujours moins taxés que les revenus du travail. Les revenus du travail sont taxés en moyenne à 41 % et les revenus du capital à 18 %. Bref, c'est une **victoire des patrons par abandon des socialistes** :

1) Abandon du projet d'augmentation de la taxation de l'assurance-vie. Pour ceux qui ont les moyens de posséder une assurance-vie (le quart des encours sont détenus par le 1 % des plus riches), c'est un moyen de placement lucratif car moins taxé que les autres types de placement de l'épargne. Hollande a capitulé face aux pressions du lobby des assureurs (qui sont bien souvent les banques).

2) Abandon de la taxation à 75 % des revenus supérieurs à 1 million d'euros. Rappelez-vous, Hollande « menacé » à sa gauche par le succès croissant de notre Front de Gauche (qui veut, lui, encore aujourd'hui taxer à 100% les revenus supérieurs à 1 million d'euros), avait dû s'aligner pour faire croire qu'il était du côté des salariés en promettant de taxer à 75 % ces hauts revenus. Et bien, sous la pression des plus grandes fortunes de France et notamment de Bernard Arnaud (4ème fortune mondiale), le candidat Hollande a finalement capitulé.

3) Abandon du projet de séparation au sein des banques françaises des activités qui relèvent de la spéculation de celles qui relèvent de l'investissement. Le 22 janvier 2012, Hollande disait : « *Mon véritable adversaire [...], c'est le monde la finance.* » Le lobbying dirigé par les banquiers français déclenché en automne 2011 et qui a fonctionné à plein régime mais dans les coulisses parlementaires et les salons privés pendant un an, a eu raison de Don Quichotte alias Hollande. Encore une idée usurpée au Front de gauche et qui a permis au candidat Hollande de se faire passer pour ce qu'il n'est pas.

4) Abandon de l'augmentation de la taxation sur les plus-values. Le candidat Hollande a finalement capitulé face à la pression médiatique de jeunes patrons (les "pigeons") qui "craignaient" (sic !) que les socialistes tiennent leurs promesses faites au peuple en intégrant au barème de l'impôt sur le revenu les plus-values générées par la revente de parts de société.

5) Abandon de la fin du gel du barème de l'impôt sur le revenu décidé par le gouvernement Fillon.

6) Abandon de la fin de la casse des services publics et premiers coups de marteau dans le service public de protection sociale. La RGPP de Sarkozy (la « Révision Générale des Politiques Publiques ») est remplacée par la MAP

(« Modernisation de l'Action Publique »), poursuivant la restructuration de l'administration. La MAP va même être étendue aux collectivités territoriales et aux organismes de protection sociale et accompagnée d'un vaste projet de suppressions d'emplois, ce qui était déjà le cas avant. Or si l'on veut vraiment faire des économies dans le budget de l'Etat, il y a les 172 milliards [évalués par la CGT] d'exonérations sociales et fiscales aux entreprises compensées par l'Etat.

7) Abandon du gel du prix du gaz. Le patron de GDF Suez Gérard Mestrallet a estimé que « *le compte y (était) presque* » avec la hausse du tarif du gaz de 2,5 % au 1er janvier annoncée par le gouvernement.

8) Baisse du prix du travail. Hausse de la TVA pour financer une baisse des cotisations patronales. Les taux de la TVA vont changer au 1er janvier 2013. La TVA sur les produits de première nécessité à 5,5% passe à 5%. La restauration et les travaux de rénovation de logement passent de 7% à 10%. Le taux normal, actuellement à 19,6%, augmente à 20%. Les 98 grands patrons auteurs d'une tribune dans le *Journal du Dimanche* voient leur principale revendication satisfaite. Le MEDEF l'emporte sur la démocratie puisque le gouvernement renie là un engagement pris devant le peuple. Les cotisations sociales, c'est du salaire différé. Quand le patronat demande 40 milliards de baisses sur les cotisations, cela signifie concrètement qu'il demande une baisse de salaires, de la masse salariale, d'autant.

9) Baisse de 10 milliards d'euros des dépenses publiques...

Traisons de menteurs ceux qui nous ont imposé le traité des droites franco-allemande et qui empêchent la nationalisation des entreprises qui délocalisent !

1) Mensonge sur la renégociation du traité « Merkozy ». Le candidat Hollande avait promis de renégocier le traité signé par Merkel-Sarkozy et d'y adjoindre un « volet croissance ». Or le traité voté main dans la main avec l'UMP n'a pas changé.

XIX^{ème}
siècle

ACCUMULATION DU CAPITAL
& FLEXIBILITE DU TRAVAIL

XXI^{ème}
siècle

Non, non, rien n'a changé, mais pour le salarié, tout, tout a continué, même régressé et empiré!...



Cette caricature, dont l'auteur reste à ce jour inconnu, est parue dans le journal satirique «Der Postillon» de Zurich en 1896. Elle dénonce avec force et réalisme les nouveaux rapports de classe entre ouvriers et chefs d'entreprise, en cette fin du XIX^{ème} siècle. Tirailé par la misère et la faim, un sans-emploi se présente et supplie pour obtenir du travail. Une fois embauché, les 2 tauliers l'exploiteront au maximum, le pressurant jusqu'au dernier sou, le saignant à mort, dans le seul but de remplir à ras bord leurs bassines de profits, leurs réservoirs de dividendes. Aujourd'hui en 2013, le gouvernement socialiste semble animé par la même frénésie que ces 2 patrons, en mettant en œuvre un plan de compétitivité destiné à baisser les charges patronales, puis en signant ce mois-ci aux côtés de la CFDT et du MEDEF un nouvel accord, introduisant une plus grande flexibilité, chef d'œuvre de masochisme au service des licenciements et de la précarité. Les baisses à répétitions des salaires et retraites sont déjà monnaie courante en Grèce et en Espagne. Nous y allons tout droit avec les sapeurs et braqueurs Hollande et Ayrault... préposés serviles des grands presses de Bruxelles.

2) Mensonge sur la taxe sur les transactions financières. La taxe a été décidée en février 2012 sous l'impulsion de Merkel et Sarkozy. Elle a d'ailleurs été votée au Parlement européen le 23 mai 2012, bien avant le sommet européen de juin où François Hollande prétend l'avoir arrachée. De plus la taxe ne s'attaque pas à la spéculation puisqu'un taux réduit est prévu pour les « produits dérivés », qui sont le principal instrument des spéculateurs qui ont déclenché la crise financière.

3) Mensonge sur la « règle d'or ». Ayrault a dit qu'il « *n'y a pas d'inscription dans le marbre de cette obligation d'équilibre budgétaire* ». Or l'article 3 du traité interdit bien tout déficit structurel de plus de 0,5% du PIB national. En outre Ayrault se montre plus réactionnaire que la droite car il a juré de rétablir l'équilibre avant la fin de la présidence Hollande.

4) Mensonge sur la souveraineté nationale. Ayrault a dit que : « *Le parlement gardait sa souveraineté budgétaire* ». Or la Commission Européenne impose :

- un calendrier de la baisse du déficit de chaque État ;
- qu'un « mécanisme de correction » soit déclenché « automatiquement » en cas de non-respect de la limite de 0,5% ;
- que cette règle de déficit soit contrôlée par des « institutions indépendantes » (donc non démocratiques car non soumises au choix populaire... donc c'est la dictature de la bourgeoisie) ;
- que des sanctions quasi-automatiques soient infligées aux États qui ne respectent pas la règle.

5) Mensonge sur le référendum. Ayrault affirme : « Nous refusons un référendum parce qu'il n'y a pas de transfert de souveraineté ». Or Ayrault défendait jusqu'ici la nécessité de consulter le peuple sur la poursuite de la construction européenne, qu'il y ait ou non transferts de souveraineté. Ayrault avait notamment défendu le 6 février 2008 lors de l'adoption du Traité de Lisbonne, une motion référendaire dont voici des extraits : « L'Europe a besoin d'une validation populaire » ; « Cette motion référendaire est une exigence démocratique. Parce que l'Europe le vaut bien. Parce que c'est le droit des Français » ; « Que vous soyez pour ou contre ce traité, ne privez pas les Français d'un débat auquel ils ont droit. (...) Ce n'est pas une volonté de marquer des points contre le président et le gouvernement. C'est une volonté de respecter les Français ».

Hier, Sarkozy lançait le chantier de la destruction du droit du travail... aujourd'hui, le PS essuie les plâtres et sert la soupe aux patrons : le Rapport Gallois

6) Les accords compétitivité-emploi : les accords PS-Patronat. En janvier 2012, Sarkozy et le MEDEF lançaient les « accords compétitivité-emploi ». Une manière d'en finir avec la durée légale du travail en permettant à une entreprise de moduler le temps de travail en fonction de l'activité via un accord collectif et non plus un accord individuel. La « gauche » est alors vent debout contre cette idée, et le fait savoir. « Il faut que les salariés le sachent, il n'y aura plus de code du travail, il n'y aura plus de loi qui les protégera », s'était emporté Benoît Hamon, alors porte-parole du PS. Le candidat socialiste, François Hollande, évacuait la question : « La compétitivité est un faux prétexte. Ce n'est pas en baissant de quelques points les cotisations patronales qu'il y aura quelque progrès que ce soit pour notre commerce extérieur ». Aujourd'hui Hollande relance le chantier de la « flexi-sécurité » et change de braquet sur les accords de compétitivité. Le 8 septembre, il a évoqué sur TF1, la nécessité de « réformer le marché du travail, pour que ce soit plus souple et en même temps plus protecteur ». Le jeudi 11 janvier 2013 sont conclus entre la CFDT et le patronat « l'Accord de sécurisation de l'emploi », véritable dynamitage du droit du travail.

Les « accords compétitivité-emploi »: Licencié sans entraves

Nous l'annonçons dans notre dernier numéro ; l'un des points centraux de la feuille de route d'Hollande, soldat de croisade antisociale du patronat, est la destruction du CDI et plus généralement celle du Droit du Travail. Les « accords compétitivité – emploi » sont une catastrophe incontestable pour les travailleurs, et tous doivent en prendre la mesure :

Ce qu'obtiennent les patrons

- Fin du CDI, avec l'apparition de « CDI de mission », autrement dit de CDD qui ne disent pas leur nom : Pour les patrons ce genre de contrat sera bien sûr préféré à tout autre contrat « stable ».

- Lors d'un chantage à la fermeture d'entreprise avec annonce de licenciement économique, si les salariés refusent des baisses de salaire et plus de flexibilité, ils ne pourront plus toucher les indemnités de licenciement qui leur sont dues.

- A partir du moment où un PSE (plan de licenciement) est homologué par la Direction du Travail, plus aucun recours, plus aucune contestation n'est désormais possible de la part des syndicats.

- Dans un plan de licenciement, on met généralement en avant des critères pour faire partir les salariés en premier ; on tient compte de l'ancienneté, du nombre d'enfants, de l'âge... Maintenant c'est le critère de « qualité professionnelle » qui prévaudra sur les autres (les « moins performants » partiront en premier...)

- Flexibilisation accrue des temps partiels : Pour des précaires qui exercent un « petit boulot » en plus de leur emploi à temps partiel pour boucler leur fin de mois, c'était déjà difficile avec l'annualisation du temps de travail... ce sera encore plus dur, voire impossible, avec cette mise à disposition permanente des salariés même en « périodes creuses ».

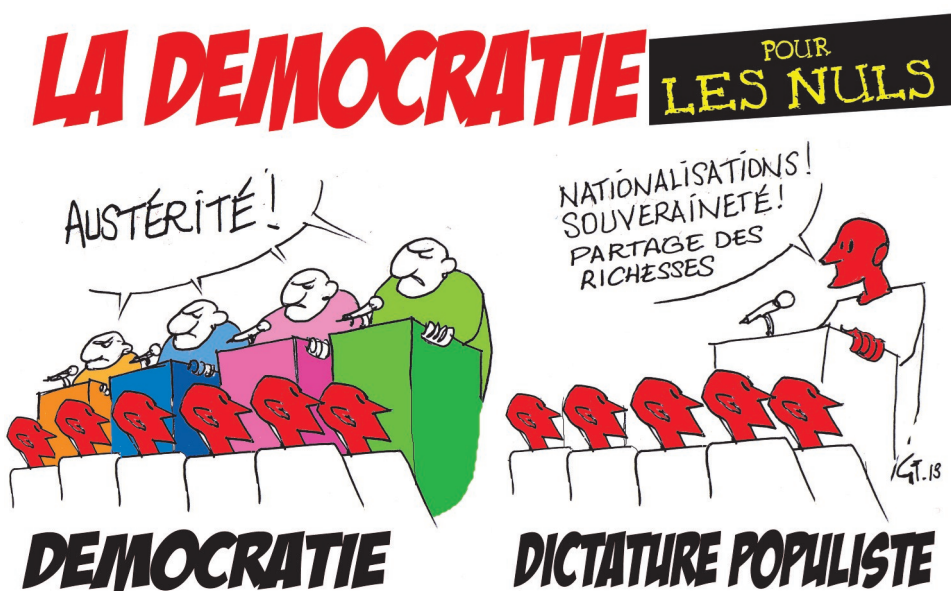
Ce que prétendent avoir obtenu les syndicats jaunes

- Extension d'une participation patronale à la mutuelle complémentaire santé des travailleurs... le très ancien « trou » de la Sécu n'est-il pas essentiellement constitué d'une accumulation gigantesque des cotisations patronales non perçues? Seront-ils plus enclins à payer cette charge, si des moyens de faire pression ne sont pas mis en place ?

- Taxation des patrons qui emploient des contrats précaires... mais cela ne s'applique pas aux CDD mais aux seuls intérimaires, et encore, il faut tellement de conditions qu'elle ne sera jamais appliquée, ce sont les inspecteurs du travail qui le disent (cf. Blog de Gérard Filoche).

- Conservation des droits à la formation professionnelle après un licenciement, des mois de chômage non perçus après une embauche... donc on accompagne la « flexibilité » en entérinant la légitimité des licenciements économiques et des longues périodes de chômage dans une carrière normale...

Face à une telle attaque en règle du patronat et des syndicats-traitres (CFDT, CFTC, CGC) contre les droits des travailleurs, la CGT, avec FO, n'a pas signé l'accord, mais elle doit maintenant tirer le bilan de la faillite de la stratégie de sa direction, le « syndicalisme rassemblé » (avec la CFDT) et faire front désormais, avec les forces « représentatives » (FO) et « non représentatives » (SUD, etc.) pour repasser d'urgence à l'offensive avec une nouvelle stratégie !



Pour nous contacter:
Rassemblement des Cercles Communistes
 rcc@rassemblementcommuniste.org
Cercle Henri Barbusse
 cerclebarbusse@gmail.com
Coordination Communiste 59 - 62
 coordcommuniste@numericable.fr
Cercle Communiste d'Alsace
 cercle.communistealsace@yahoo.fr
Cercle Communiste de Région Parisienne
 cercle.communiste@free.fr
Rouge Vif Bouches - du - Rhône
 rougemidi@rougemidi.org

Aujourd'hui plus que jamais, il nous faut un Front Populaire de Gauche!

Dans le contexte de crise mondiale et brutale du capitalisme des années trente, alors que le chômage et la misère dépassaient tous les niveaux d'alerte, les révoltes sociales se sont notamment traduites en France par une victoire totalement inattendue de la gauche aux législatives, puis, stimulées par ce succès inespéré, par les grandes grèves générales de la classe ouvrière en 1936. Cette classe ouvrière, dotée d'une solide conscience de classe, était opposée aux politiques « austéritaires » de l'époque et à la montée du fascisme. Cette nouvelle idéologie mise au point par le grand patronat, le fascisme, fut une tentative d'« antidote » à la poussée communiste, pour que les luttes de classe et de masse ne cible plus la bourgeoisie mais les « juifs », « l'anti-France » bolchevik, etc.

On est frappé de voir à quel point finalement ces données sont actuelles. Evidemment, on ne peut comparer mécaniquement le Front Populaire antifasciste de l'époque au contexte actuel en France, mais un certain nombre de dangers peuvent être identifiés grâce à cette analyse comparative. Il est important tout d'abord de distinguer la conscience de classe de l'époque, et l'actuelle désorientation idéologique, politique et culturelle du prolétariat français, dont la combativité avait été pendant longtemps inspirée et soutenue par la « boussole » communiste qu'était l'URSS et le camp socialiste: Si à l'époque, le développement fulgurant de l'URSS tranchait violemment avec celui des pays capitalistes en crise... nous pouvons, jusqu'à un certain point, opposer aujourd'hui l'impasse des politiques libérales partout dans le monde aux stratégies politiques de la Chine notamment, qui permettent à son peuple d'échapper dans une certaine mesure à cette crise prétendument « inévitable ».

De même, on peut considérer que le « péril rouge » de l'époque ne peut être comparé aux forces morcelées et idéologiquement affaiblies du communisme en France, même si nous savons que la plus grande angoisse du patronat français est de voir les forces de contestation sociale se rassembler, que ce soit sur le plan syndical ou sur le plan politique, militant, électoral...

D'où la montée du fascisme en Europe notamment, avec des partis racistes, xénophobes, islamophobes qui prennent de l'ampleur électorale dans tous les pays, et gagnent en « respectabilité » dans les médias officiels. L'ap-

parente montée électorale irrésistible du Front National, la multiplication des ligues fascistes en tout genre, islamophobes, antijuïques, racistes, intégristes, identitaires et nationalistes, sont assurément la traduction politique des stratégies de diversion et de division sociale en temps de crise du capitalisme en putréfaction.

Face à cela, on retrouve dans la constellation communiste, dans et hors du PCF, ce retour progressif à la nécessité de front large. Mais malheureusement, il s'agit encore bien souvent de constituer un « front autour de sa propre organisation ». Le seul front large posant la double question politique issue des luttes concrètes contre l'austérité eurocratique (et ses conséquences idéologique en terme de fascisation) depuis le NON au TCE de 2005, à savoir la lutte contre le social-libéralisme et la lutte contre la montée du fascisme, est OBJECTIVEMENT le front de gauche bien évidemment.

Bien sûr, par définition, ce front est marqué par des tendances petites bourgeoises à sa tête (directions sociale-démocrates du PCF et du PG) : électoralisme, insuffisances anti-impérialistes, réformisme voire trotskisme, illusion pro-européenne... Ces insuffisances traduisent logiquement une faiblesse des forces communistes en son sein, ce qui n'était pas le cas en 36. Mais cela ne signifie pas que la lutte double qui fonde ce front, lutte contre le libéralisme et le social-libéralisme (UMPS) et lutte contre le fascisme (FN), ne soit pas profondément légitime si on adopte un point de vue matérialiste. Plus : Ces deux luttes sont indissociables pour un marxiste, qui sait qu'historiquement, c'est souvent la social-démocratie au pouvoir qui, par son échec prévisible, conduit à la dernière flèche du capital, le fascisme (traîtres de la SFIO, fossoyeurs du Front Populaire en 38 en France, gouvernements sociaux-démocrates allemands contre-révolutionnaires sous la République de Weimar et assassins de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, tous ceux que l'Internationale Communiste qualifiait de « social-fascistes », de « socialistes pavant la voie aux fascistes »).

C'est à ce titre que nous considérons la ligne du Front de Gauche et de Jean-Luc Mélenchon lors des campagnes législative et présidentielle tout à fait judicieuse : Le ciblage de la présidente-candidate du FN à Hénin-Beaumont par Mélenchon, les grandes manifestations populaires de la campagne des présidentielles, les critiques adressées au PS, au gouvernement et à Hollande, sont à présent critiquées au sein même du Front de Gauche par la tendance la plus attachée au PS (Dolez, cofondateur du PG, qui vient de le quitter en partie sur cette divergence de fond avec Mélenchon, ainsi que plusieurs dirigeants du PCF encore marqués par l'électoralisme et l'alignement au PS). La lutte contre la montée du fascisme doit être menée en tenant compte des dimensions sociales mais aussi démocratiques et antiracistes. Elle ne se mène pas que dans les urnes, mais aussi sur le terrain, par des actions et un travail politique visant à identifier les véritables ennemis (« L'ennemi ce n'est pas l'immigré mais le

banquier » disait Mélenchon lors de la campagne pour les législatives).

De plus, Les mêmes forces tendant à fusionner le parti (PCF) et le front (FdG) pour mieux achever la liquidation du communisme en France (ce contre quoi nous avons toujours lutté, même si nous sommes détachés du PCF), au sein du FdG, veulent également « modérer » les attaques violentes (souvent portées il faut le reconnaître par Mélenchon dans les médias) contre le PS au pouvoir, et plus largement contre le social-libéralisme européen, pour éviter d'apparaître comme une « opposition » au même titre que la droite, ce qui reviendrait du coup à légitimer la pseudo-opposition entre PS et UMP, qui ne s'exprime finalement jamais : l'UMP n'est-il pas d'accord avec le PS sur les accords compétitivité-emploi ? sur la guerre au Mali ? sur la construc-



Nos forces engagées dans les porte-à-porte sur Hénin Beaumont pour Jean Luc Mélenchon et Hervé Poly (législatives 2012)

tion européenne et le TSCG ? etc. En fait ce type de raisonnement est une soumission tragique au bipartisme bourgeois de la dictature de classe du capital sur le travail.

Assurément nous avons besoin de combattre sur plusieurs terrains indissociablement liés, et c'est ce qui fonde notre enracinement dans le Front de Gauche d'une part, et dans les différents fronts d'unité communiste pour la reconstruction du parti d'autre part, en s'inspirant des stratégies communistes articulant la bolchévisation du PC-Section Française de l'Internationale Communiste, et Front Populaire antifasciste par la base avec les réformistes de la SFIO (qui n'était pas encore « social-libérale » à cette époque !). Car c'est en reconstituant les forces communistes par un travail assidu sur les deux tâches bien identifiées du moment : luttes contre le libéralisme / social-libéralisme et contre le fascisme montant, que nous pourrions reconstruire un Parti Communiste continuateur du PC issu du Congrès de Tours et capable de diriger les fronts de lutte révolutionnaires contre le capital !

Commandez nos deux dernières brochures « Pour renverser la Bastille du capitalisme il faut construire un front populaire de gauche et reconstruire un véritable parti communiste » (1 Euro) et « Le trotskisme, la division du travail dans le travail de division » (3 Euros) à l'adresse suivante: 70 avenue Salengro, 59170 Croix (chèque à l'ordre de la Coordination Communiste + votre adresse postale)



Pierre Thorez, géographe, communiste fils de Maurice Thorez, et son épouse, dans le cortège de la Coordination lors de la marche E. Mopty près d'Hénin Beaumont (législative 2012)

THEORIE MARXISTE

Inflation: Les patrons ont peur de la lutte des classes

Les capitalistes comme les salariés craignent l'inflation. Est-ce à dire que capitalistes et salariés ont le « même intérêt » à lutter contre l'inflation ? Evidemment, non. En économie, il n'y a pas de « gagnant-gagnant » fondamentalement, du moins entre patrons et travailleurs.

L'inflation est un symptôme de la lutte des classes, comme la fièvre est le symptôme d'un déséquilibre de l'organisme. C'est l'expression du conflit entre capital et travail. L'idéologie bourgeoise fait écran à la compréhension par les travailleurs de ce phénomène. La théorie économique bourgeoise aime à répéter que les variations de prix – et notamment l'inflation – sont l'expression des déséquilibres entre les quantités offertes et les quantités demandées. C'est en partie vrai, mais cette partie « vraie » cache l'essentiel.

Les concepts d'« offre » et de « demande », de « producteurs » et de « consommateurs » sont des concepts qui permettent d'amalgamer, de mettre dans le même sac, les capitalistes et les travailleurs. En effet le concept de « consommateurs » de pommes de terre par exemple, peut regrouper à la fois des salariés dont les revenus sont liés à leur travail, et patrons dont les revenus sont liés à leur propriété du capital. Si bien que « les consommateurs » ont tous intérêt à ce que le prix du kilo de pommes de terre n'augmente pas. Or, le salarié n'achète pas son kilo de pommes de terre avec les revenus du patron et vice versa. Le salarié achète avec son salaire et ce salaire est d'autant plus élevé que les profits du patron sont bas.

Si bien que l'inflation peut rendre compte d'un double conflit d'intérêt. Premièrement, elle peut être le résultat d'un déséquilibre entre la

demande de 91 % de la population active qui est salariée (sans compter les retraités du salariat qui en France perçoivent eux aussi un salaire indirect) et l'offre de pommes de terre d'une part. D'autre part c'est également et simultanément un conflit entre ces 91 % de salariés et le 1 % de grands patrons à tout casser (nous rangeons les petits patrons avec les salariés sachant qu'ils s'auto-exploitent) dans l'appropriation de l'offre de pommes de terre. Deuxièmement elle peut devenir une arme pour le capitaliste qui, voyant sa part dans l'excédent brut d'exploitation, ou profit, diminuer au profit des salariés qui eux voient leur part augmenter par leurs luttes (masse salariale + cotisations sociales et patronales + impôts sur la production), se voit contraint d'augmenter ses prix.

Logiquement, les salariés qui subissent cette augmentation des prix vont réclamer des augmentations de salaire. Et tout aussi logiquement, le patron dont le profit baisse se voit obligé d'augmenter à nouveau ses prix, etc. Que cette augmentation salariale soit instituée sous la forme d'une « échelle mobile des salaires » (c'est-à-dire une augmentation automatique des salaires en fonction de l'inflation telle qu'elle a existé en France dans les années 1970 avant d'être cassée par les socialistes au pouvoir) ou le résultat d'un conflit ouvert, le conflit entre les intérêts inconci-

liables des salariés et des patrons génère une spirale inflationniste qui lamine le pouvoir d'achat du capital à court terme et à long terme (ceux qui prêtent à un taux fixé à l'avance connaissent donc à l'avance ce qu'ils vont toucher à l'échéance du prêt mais cette somme future sera d'autant moins importante que l'inflation future ou à l'échéance du prêt est importante).

Voilà pourquoi les rentiers ont une sainte horreur de l'inflation. Voilà pourquoi la mission de la Banque Centrale Européenne depuis sa création est la lutte contre l'inflation en empêchant les Etats de s'endetter pour des politiques de relance en faveur des peuples. Voilà



Reproduction des « mangeurs de pommes de terre » (Van Gogh) sur un mur du quartier populaire de Lille-Hellemmes

pourquoi les gouvernements mènent des politiques d'austérité pour les travailleurs en faveur des rentiers. Voilà un des aspects de la lutte des classes qui rend l'idée d'une Europe sociale totalement illusoire et manipulatrice...



SAVE LIVES
STOP ZIONISM
BOYCOTT ISRAEL

Mali : Hollande, comme Sarkozy en Libye, fait la guerre pour le compte de Total et Areva !

Sarkozy, Cameron et Obama ont instrumentalisé les « révolutions Arabes » pour lancer l'OTAN et ses mercenaires (*Aqmi* et autres salafistes financés par les Emirs saoudiens, qataris, koweïtiens et émiratis) pour mettre la Libye sous la coupe des bandits fascistes islamistes et monarchistes, et assassiner Khadafi. Pour se débarrasser de la Jamahiriya Libyenne, l'OTAN et les monarchies intégristes fascistes du Golfe ont littéralement acheté les services d'une partie de l'armée nationale libyenne, formée de ressortissants Touaregs venant notamment du Mali.

Une fois le sale boulot exécuté, les Touaregs armés de l'ex-armée libyenne sont alors revenus dans le nord-Mali avec la complicité de l'ex-président Amadou Toumani Touré (balayé par le coup d'état du 22 mars 2012 lors d'une rébellion populaire et de la base de l'armée malienne). Trahi par son propre président, le Mali va se retrouver divisé, avec une mainmise sur le nord du pays des groupes dits Touaregs des séparatistes du MNLA, d'*Ansar Dine* et des terroristes d'*Aqmi*, du *Mujao*, de *Boko Haram*.

C'est alors que Sarkozy fait entrer en scène son valet Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire) qu'il venait de hisser au pouvoir sur les chars militaires français à Abidjan, nouveau président de la CEDEAO, cette communauté économique ouest-africaine dans laquelle les Etats de l'UEMOA et de la zone franc sont des semi-colonies de la *Françafric*. Cette entrée en scène de la CEDEAO s'est traduite par le blocage des armes commandées par l'armée malienne dans les ports de Dakar, Conakry, Abidjan, et par la nomination de Dioncounda comme président malien d'une transition anti-constitutionnelle et imposée d'un an.

Hollande élu, l'impérialisme Français, dans le sillage du « frère aîné » US, gère la défaite d'Afghanistan par le retrait et se lance parallèlement dans le soutien à la guerre d'agression contre la Syrie par mercenaires djihadistes interposés. Mais là aussi l'échec de la stratégie de libyanisation de la Syrie est annoncé, comme le discours à l'Opéra de Damas (janvier) de Bachar El-Assad le laisse penser.

Hollande élu, le capitalisme Français, toujours en crise, renforce les politiques d'austérité qui ont pour but de baisser drastiquement les salaires en utilisant le chômage de masse et le travail clandestin (utilisant les sans-papiers comme moyens de déréglementation du marché du travail et de liquidation des acquis sociaux conquis de haute lutte par le monde du travail en 36, en 45 et 68). Il n'y a pas d'argent pour sauver Florange, mais il y en a pour la guerre.

Hollande élu, la *Françafric* qui méprise « l'homme africain [qui] n'est pas encore entré dans l'Histoire » (Sarkozy), qui a récemment capturé avec une barbarie éhontée le président ivoirien Lau-

rent Gbagbo comme au temps de la traite des noirs, qui a directement assassiné Khadafi, reste décriée de partout en Afrique.

La guerre déclenchée par Hollande dans le Sahara malien, dans la droite ligne de Sarkozy, est une guerre sur commande de TOTAL et AREVA dont l'objectif majeur est de réaliser un vieux projet du colonialisme français mis en échec dans les années 60 : L'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS), projet de colonie détachant et rassemblant les régions sahariennes des futurs Etats indépendants de l'Algérie, du Mali, du Niger, du Tchad, de la Mauritanie. C'est en

Mali par Edgar Pisani sous Mitterrand dans les années 80, qui va préparer à travers le tristement célèbre rallye « Paris-Dakar », la ré-émergence de la question des nationalités du nord Mali, et surtout de la minorité Touareg.

Confronté à la double difficulté interne des effets sociaux de la crise, et externe avec la défaite en Afghanistan et celle qui semble se profiler en Syrie, Hollande vient de lancer la guerre françafricaine du Sahara en se mettant carrément en première ligne et en faisant appel, comme en Libye, à Cameron et à la logistique US.

Hollande cherche là aussi à sauver son président-laquais « de transition » Dioncounda, imposé au peuple Malien. Hollande fait d'une pierre trois coups : divertir le peuple Français, cacher les défaites en Afghanistan et en Syrie (en cours), et tromper le peuple Malien en offrant les richesses du sous sol de ce grand pays africain à *Total* (hydrocarbures) et *Areva* (uranium).

Le changement c'est pas maintenant; la Françafric c'est toujours!

On ne saurait comprendre ce qui se joue actuellement au Mali et plus largement dans le Sahel (qui implique hormis le Mali, le Niger, la Mauritanie, La Libye et l'Algérie) sans placer les informations partielles et partiales dans une perspective historico-économico-politique. Comme chaque fois que les impérialismes occidentaux veulent justifier une guerre injuste, ils utilisent tout un arsenal de moyens médiatiques pour étayer leurs arguments et leur « bonne foi »: il s'agira toujours de sauver la « démocratie », de lutter contre le « terrorisme » et pour la « liberté », de « protéger les femmes »... Mais nous avons appris que ces justifications ne servent qu'à masquer une réalité beaucoup moins avouable: préserver et augmenter les profits des multinationales qui continuent de dépecer tout un continent.

Le Mali a obtenu son indépendance en 1961 et c'est un militant anticolonialiste convaincu, Modibo Keita, qui deviendra le premier président de ce pays. Ses premiers actes politiques sont un soutien sans ambiguïté au FLN algérien, qui lutte pour l'indépendance, et le refus de maintenir les bases militaires françaises au Mali. Il est victime d'un coup d'Etat militaire en 1968 fomenté par Moussa Traoré (avec la bénédiction de la France) qui instaure une dictature jusqu'en 1991. Le 26 mars 1991, sous la pression populaire, celui-ci est renversé à son tour par le général Amadou Toumani Touré. Ce dernier engage un processus électoral qui se concrétise par l'élection d'Alpha Oumar Konaré en 1992, réélu en 1997. En 2002, Amadou Toumani Touré est élu président de la République du Mali, et réélu en 2007. Les espoirs nés en 1991 se sont vite volatilisés: paysans ruinés par une politique agricole dictée par le FMI et

socialos/AOC les éternels Abonnés aux Opérations Coloniales



Si le légionnaire Hollande croit devenir populaire en faisant la guerre, il se fourre le doigt dans l'œil! Quand la nuit à l'Elysée, pris d'insomnie, il joue aux petits soldats de plomb, qu'il réfléchisse à deux fois aux fiascos des opérations de « maintien de l'ordre » de ses camarades Mollet et Mitterrand en Algérie ou des amerloques Bush père et fils, en Irak et en Afghanistan!

1952 qu'une mission de l'Assemblée Nationale française avait formulé la nécessité de créer un tel « Territoire d'Outre-Mer » (TOM) dès que commencerait l'exploitation du pétrole à Edjélé et à Hassi Messaoud en Algérie. Le gouvernement Français avait même déposé à l'époque un projet de loi faisant des régions sahariennes « un territoire autonome ». Le ministre Max Lejeune devait déclarer, inaugurant le pipeline n°1 à Toggourt en Algérie, que « dans quelques années, la France, aidée par des concours extérieurs arrivera à obtenir son ravitaillement en carburant et deviendra directement après les USA et l'URSS la troisième puissance énergétique mondiale » (maliweb.net du 15/10/2012). Ce projet sécessionniste visant en particulier l'Algérie à l'époque avait échoué parce que le Mali de Modibo Keita avait tenu bon sur la solidarité panafricaine avec la lutte de libération armée du peuple Algérien. C'est cette idée d'« autonomie » et de la « régionalisation » impérialiste suggérée et imposée au

spécialisée dans le coton (dont les prix ont dramatiquement chuté), libéralisation menée en grandes pompes qui a disséqué le territoire malien, riche en différents minerais, au profit de multinationales... Bref, le cocktail classique imposé par les Diktats du FMI, dont les conséquences sont un appauvrissement massif dû à la dette et à l'exode rural, et un accaparement des richesses minières par les multinationales, avec l'appui de la bourgeoisie compradore [vendue aux puissances étrangères] issue du pouvoir de A. Toumani Touré.

A ce contexte socio-économique s'ajoute la question politique des Touaregs et de la région de l'Azawad. Les vellétés d'autonomie dans cette région de la part de ce peuple éparpillé dans tous les Etats sahariens sont anciennes et plusieurs révoltes ont été réprimées dans le sang sans qu'une solution politique viable n'ait été trouvée. En particulier, le MNLA (Mouvement National pour la Libération de l'Azawad) est l'instigateur d'une insurrection en 1990, qui aboutira à la signature des accords de Tamanrasset en 1991 dont le contenu concerne essentiellement la démilitarisation de la zone, l'armée régulière malienne n'ayant plus comme rôle que la surveillance des frontières. Une nouvelle insurrection en 2006 va donner lieu aux accords dits d'Alger dont le contenu est un peu plus économique puisque l'Etat Malien s'engage à fournir des efforts financiers pour le « développement » économique de cette région. Plus récemment, en janvier 2012, c'est une conjonction d'intérêts à court terme qui a permis l'alliance du MNLA, du mouvement d'Ansar Eddine (dont le responsable Mahmoud Ag Ghali fut le signataire pour le MNLA des accords de Tamanrasset donc connu du pouvoir Algérien) et des constellations islamistes d'Al Qaeda. En effet, le MNLA a pour objectif la libération et l'indépendance de l'Azawad alors que pour Ansar Eddine, c'est l'instauration d'un Etat islamique sur tout le territoire malien qui motive son action. AQMI, filiale d'Al Qaeda, elle, œuvre pour ses soutiens financiers (Emirats, Qatar, Arabie Saoudite) et joue le rôle à la fois de déstabilisateur (comme elle l'a fait en Libye et actuellement en Syrie) et sert occasionnellement de repoussoir permettant de justifier ainsi les interventions impérialistes. Les impérialismes occidentaux, les financiers qataris et cette constellation de brigands sanguinaires sont des alliés objectifs dont l'objectif final est de remettre en cause les Etats nationaux et les acquis de la décolonisation.

Ce qui s'est passé au Nord-Mali en 2012 est la conséquence directe de l'intervention militaire en Libye qui a, à la fois renversé le régime de Kadhafi dont on connaît la fin tragique par exécution sommaire, et permis aux hommes d'Ansar Eddine, engagés pour une partie aux cotés de Kadhafi, de négocier leur retour avec armes et bagages. L'afflux d'armes prélevées des arsenaux de Kadhafi et transférées au Nord-Mali a été délibérément autorisé par les puissances impérialistes (France, Grande Bretagne, USA) et leurs caniches qataris. C'est aussi une conséquence d'une gestion catastrophique de la question touareg par le pouvoir malien et par A. Toumani Touré, qui a laissé les bandes d'AQMI écumer la région (trafics en tous genres, enlèvements...), plus préoccupé à enrichir les multinationales en espérant obtenir quelques miettes en retour. C'est la raison du coup d'Etat de mars 2012.

C'est ce que dit Aminata Traoré, militante altermondialiste malienne: « *La demande de déploiement de troupes africaines au nord du Mali, transmise par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Africaine (UA) aux Nations Unies, repose sur un diagnostic délibérément biaisé et illégitime. Il n'est fondé sur aucune concertation nationale digne de ce nom, ni au sommet, ni à la base. Ce diagnostic exclut par ailleurs la lourde responsabilité morale et politique des nations, celles qui ont violé la résolution 1973 du Conseil de Sécurité en transformant la protection de la ville libyenne de Benghazi en mandat de renverser le régime de Mouammar Kadhafi et de le tuer. La coalition des séparatistes du mouvement national de libération de l'Azawad (MLNA), de Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et de ses alliés qui a vaincu une armée malienne démotivée et désorganisée doit également cette victoire militaire aux arsenaux issus du conflit libyen. Le même Conseil de Sécurité va-t-il approuver, dans les jours à venir le plan d'intervention militaire que les chefs d'Etat africains ont approuvé en prétendant corriger ainsi les conséquences d'une guerre injuste par une guerre tout aussi injuste ?* »

La CEDEAO est complètement soumise aux intérêts de la France, pour qui le Nord-Mali représente un enjeu très important. En particulier AREVA est plus qu'intéressé par les gisements d'uranium et Total par la prospection gazière et pétrolière. De bonnes raisons pour la France de revêtir le costume de gendarme de l'Afrique... qu'elle n'a jamais quitté, du reste!

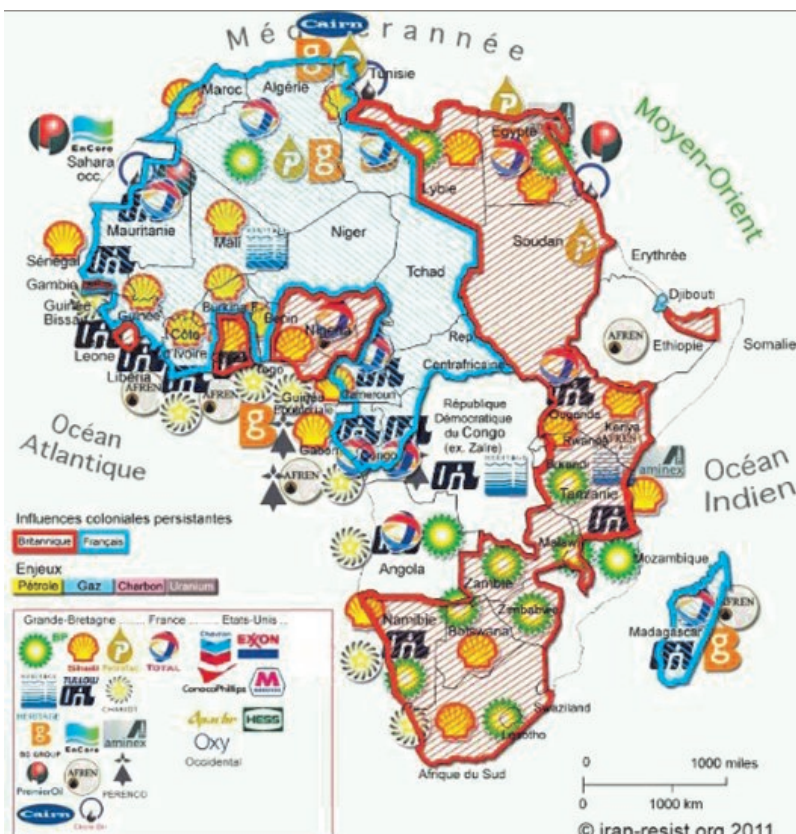
Après la Libye et le Mali, c'est l'Algérie qui est visée

La voix discordante est celle de l'Algérie, qui jusqu'au bout, a privilégié la solution dite « politique » en servant d'intermédiaire entre le mouvement d'Ansar Eddine (dont elle connaît le responsable) et le gouvernement malien. Cette tactique avait pour objectif de diviser les protagonistes et en particulier d'isoler la mouvance d'AQMI. En effet, on comprend que l'Algérie puisse voir d'un très mauvais œil une nouvelle guerre à sa frontière sud. Le peuple algérien a payé un lourd tribut face aux hordes intégristes durant la décennie noire et n'a pas encore fini d'assimiler ce traumatisme national. Amener Ansar Eddine à négocier une solution avec le gouvernement malien permettait à la fois d'affirmer que la seule solution ne peut venir que des maliens eux-mêmes, et d'autre part de couper l'herbe sous le pied aux va-t-en-guerre dont la France a pris la tête. Pourtant l'Algérie a subi de fortes pressions (visite d'Hillary Clinton, émissaires français,...) pour modifier sa position. La récente visite de François Hollande et celle moins médiatisée

de l'Emir Qatari ont dû certainement contraindre le pouvoir algérien à non pas soutenir une solution militaire, mais plutôt à mettre en veilleuse sa position de non-ingérence dans des affaires intérieures, que l'Algérie a toujours tenue quel que soit le conflit. Pourtant, François Hollande n'a pas dérogé au comportement habituel de l'ex-colonisateur lors de sa visite. Bien sûr, il a déclaré le jeudi 20 décembre à Alger reconnaître « les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien », a cité « les massacres de Sétif, de Guelma et de Kherrata » qui « demeurent ancrés dans la mémoire et dans la conscience des Algériens ». On aurait aimé qu'ils soient également ancrés dans la mémoire collective des français... Il a également dénoncé un système colonial « profondément injuste et brutal ». Point final! Mais M. Hollande, le système colonial, c'est la 4ème République puis la 5ème. Ce n'est pas le pouvoir de Vichy! Du reste, la droite a souligné le pragmatisme de François Hollande qui s'inscrit dans la continuité de ses prédécesseurs.

Après ces pseudo-atermoiements, il faut maintenant penser à l'avenir, et l'avenir, c'est le pétrole et le gaz algérien, ce sont les 200 milliards de réserve de l'Algérie qui aiguissent les appétits des capitalistes français: en effet, le président Hollande n'était pas accompagné d'historiens mais de chefs d'entreprises! De son côté, le pouvoir algérien fait également face à des problèmes sérieux: chômage massif, jeunes sans perspective, corruption généralisée. Il a besoin de gagner de la crédibilité en enrayant à minima ces fléaux, sans trop remettre en cause l'ordre établi et, plus important, et garder la main sur la manne pétrolière. Une petite usine Renault en Algérie permet de mettre tout le monde d'accord.

L'intervention française au Mali a-t-elle été au cœur des discussions? C'est fort probable. Position de l'Algérie? Difficile à estimer tant les divisions qui règnent au sommet rendent imprévisibles leurs positions. Mais, même si le pouvoir Algérien a avalé cette couleuvre, l'opinion publique est très méfiante vis-à-vis de l'ancienne puissance colonisatrice. Au lendemain de l'intervention militaire au Mali, la presse algérienne a



été unanime pour s'inquiéter de ce retour colonial: « *La France ne chercherait-elle pas à déstabiliser l'Algérie ?* », « *l'intervention militaire française au Mali est une des étapes d'un plan visant l'installation de forces étrangères dans la région du Sahel* ». L'analyste Laid Seraghni va plus loin et l'histoire nous a appris que les hypothèses les plus folles sont en deçà des stratégies développées par les impérialistes. Celui-ci écrit que: « *Derrière l'enjeu malien, la France coloniale cherche à punir l'Algérie... Cette crise n'est qu'une étape pour atteindre in fine l'Algérie, dont le Sud est cerné par l'armée française qui opère en Libye, en Côte d'Ivoire, au Niger, en Mauritanie, au Tchad et au Mali... la France cherche par les armes à réaliser un ancien rêve colonial* ».

Ce rêve colonial, rappelons le, consistait pour la France à conserver toute une partie du Sahara algérien et le sahel, car, déjà à l'époque, elle était au fait des richesses et des potentialités de cette région. Cet enjeu était si énorme que la guerre d'Algérie, qui aurait pu s'arrêter en 1958 a été poursuivie, le FLN historique ne voulant pas

entendre parler d'une indépendance partielle c'est à dire sans le Sahara.

Ce qui se passe au Mali démontre bien que nous n'en avons pas fini avec la Françafric. Comme en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Libye, ce sont bien des opérations de recolonisation qui sont menées. En tant que militants communistes, la première question que nous devons nous poser, c'est de savoir à qui profite le crime. Même dans les situations qui peuvent paraître complexes, le simple fait de la poser permet de jeter le doute sur la propagande mensongère dont on nous abreuve. Si l'on ne veut pas d'un *Sahelistan*, il faut rester mobilisé pour réclamer le respect du droit international et en premier lieu dénoncer l'intervention de l'armée française.

Non à L'embargo de la CEDEAO et de la Françafric sur les armes commandées par l'armée Malienne ! Troupes Françaises hors du Mali ! Françafric, hors d'Afrique! Non à la guerre pour les intérêts de Total et d'Areva !

Mariage homopolitique: la continuité impérialiste guerrière en Afrique...

UN DIMANCHE A BAMAKO C'EST LE JOUR DU MARIAGE!



La « guerre civile » syrienne, prélude à une guerre mondiale

Regardons d'un peu plus près l'histoire de la Syrie, sans quoi on ne peut comprendre ce qui s'y passe depuis l'année dernière.

Au début du 20^{ème} siècle, la Syrie était sous l'occupation ottomane (turque). A cette époque, la société féodale commençait à décliner et les lois du capitalisme à s'imposer au pays entier. Les impérialistes allemands, qui avaient déjà colonisé la moitié de l'Empire ottoman, s'intéressent au Moyen Orient, et plus particulièrement à la Syrie. Ils envoient leur empereur visiter Damas pour assurer son amitié aux peuples musulmans et au Khalifat ottoman. La construction du chemin de fer Berlin-Bagdad, de Konya au Golfe Persique en passant par Bagdad, symbolise cet intérêt grandissant des impérialistes allemands (et d'autres), tout comme les innombrables projets actuels de pipelines pétrole. Pour assurer le nouveau « pouvoir mondial » auquel il prétendait accéder, l'impérialisme allemand a besoin du soutien des pays du Moyen-Orient contre ses concurrents anglais et français ... Mais c'est aussi à cette époque que les peuples turcs et arabes renforcent leurs luttes d'indépendance nationale. Celle des turcs est devenue réelle au début des années 20, alors que les mouvements nationaux arabes trouvèrent le soutien immédiat des prédateurs allemands. Finalement ces « amis » finirent par les occuper et la Syrie et le Liban tombèrent sous mandat français. Ils y développèrent une industrialisation modérée et l'économie de marché capitaliste s'installa. En 1924, le Parti Communiste Syrien fut fondé. Jusqu'à aujourd'hui, il n'a jamais eu cependant la force de diriger le mouvement d'indépendance, et il s'en tint même à l'écart un temps. Avec des forces libérales, il formèrent toutefois un large mouvement antifasciste en 1938, contre les partis syriens pro-fascistes. Après l'intervention fasciste contre l'URSS (1941), les communistes sont devenus des partenaires objectifs dans la lutte antifasciste. La Syrie, désormais indépendante et partenaire dans la coalition anti-hitlérienne, membre de l'UNO (1945), entra dans une courte période de parlementarisme bourgeois.

A partir de 1951, une succession de putschs commença dans le pays, orchestrés par les grandes puissances qui ont su profiter de la moindre instabilité, d'autant plus que le pays et toute la région ont toujours été la clé stratégique des projets expansionnistes de l'impérialisme en direction du Moyen Orient, de l'Europe de l'Est ou de l'Asie. Les conflits inter-impérialistes n'ont pas seulement marqué les relations extérieures de ces pays, ils ont également influencé leur histoire intérieure. En 1963, le parti Baath ayant vaincu le régime libéral, il commença une réforme agraire ainsi que l'industrialisation du pays (électrification, raffineries, matériaux de construction, industrie chimique et alimentaire etc.). Ces réformes sont interrompues par les luttes de pouvoir à l'intérieur du parti Baath (le parti arabe nationaliste à orientation socialiste), et le dernier putsch, en 1970, donna le pouvoir à l'aile gauche du parti, avec à sa tête Hafez el-Assad. En 1972, la bourgeoisie nationale et les forces progressistes, PC inclus, conclurent une alliance contre les impérialismes allemand et français et jusqu'à la fin des années 70, le pays trouva sous Assad une certaine stabilité, entretenant des relations étroites avec l'Egypte de Nasser et les pays socialistes.

Mais les conflits d'intérêts dans le parti Baath c'est-à-dire au sein de la bourgeoisie nationale syrienne persistent. Au début des années 80 commencèrent les insurrections « islamistes », surfant sur le mécontentement des petits commerçants, des petits producteurs, d'une partie de l'intelligentsia et des étudiants. Une partie de la bourgeoisie syrienne, alliée au capital étranger, pouvait gagner en influence, mais restait invisible. Le tournant dans l'histoire de la région correspond au déclin de la force communiste, de la révolution islamiste iranienne, et des illusions panarabes en Syrie et en Iraq, derniers bastions du panarabisme où de larges couches populaires ne prennent plus part au pouvoir politique. A cette époque déjà, des « islamistes » petits-bourgeois commettent divers actes terroristes contre les baathistes, les communistes, les pro-

gressistes et quelques membres de l'intelligentsia scientifique, mais également contre la minorité religieuse des Alaouites. Cette terreur « islamiste » culmine avec l'insurrection à Hama en 1982.

« *Je l'aborde*, écrit Toto Lyna, citoyen syrien d'une famille communiste sur 3 générations et communiste allemand lui-même, *parce qu'on utilise aujourd'hui cette insurrection pour montrer la brutalité du régime Assad. Après les témoignages des cercles d'amis de mes parents et des comptes rendus des communistes, les islamistes à Hama ont violé des femmes baathistes et communistes et assassiné d'autres hommes, sur la voie publique, comme ils en avaient l'habitude. Le régime a répondu et nettoyé la ville des islamistes potentiels avec une extrême brutalité, à l'arme blanche ! Cela se passe dans un contexte international extrêmement défavorable pour le régime syrien : Israël est en intervention au Liban, et une alliance anti-syrienne de l'Irak baathiste, de l'OLP et d'une partie de l'armée libanaise se met en place, à quoi viennent s'ajouter les pressions exercées par la Turquie et la Jordanie. C'est ce contexte extérieur qui explique la brutalité de la répression à Hama. Les répercussions sur la vie politique en Syrie sont épouvantables. Les partis politiques et la société civile s'écroulent, jusqu'à la fin des années 1990. Et ce n'est qu'au début des années 2000 qu'une nouvelle ère dans la politique intérieure syrienne s'ouvre pour la renaissance de la société civile...* » Cette citation réveille un vieux débat entre communistes : faut-il répondre à la « terreur par la terreur », ou plutôt par la fermeté? Les pays souverains qui ont choisi la voie de la démocratie populaire mais qui n'ont aucun pouvoir sur l'échiquier impérialiste mondial sont de plus en plus terrorisés par des « intrus » soutenus par les impérialistes. Des forces armées, éduquées et formées pour la défense de la souveraineté de leur patrie et de leur société, doivent-elles assister impuissantes au reniement de cette souveraineté, aux agressions systématiques contre la société et à l'affaiblissement de l'Etat? Les mé-

dias occidentaux parlent souvent « de la terreur des régimes dictatoriaux » ou « d'infractions aux droits de l'Homme », mais c'est avant tout pour dénoncer un « régime » qu'ils souhaitent remplacer par un régime colonial ou semi-colonial. C'est une propagande qui a déjà fait ses preuves lors de la contre-révolution dans les républiques soviétiques (vers 1918 – 1921).

A partir de 2000, suite à la défaite temporaire du socialisme, commence un recul politique décisif avec la libéralisation économique et l'ouverture du marché aux capitaux internationaux. C'est par exemple à cette époque que le pays collabore avec Total pour l'industrie pétrolière et autorise les premières banques privées étrangères dans le pays. Cependant, l'influence de ces sociétés sur l'économie reste assez modérée (5% du PIB). En revanche, le niveau de vie commence à baisser, les subventions pour la nourriture et les produits agricoles sont supprimées et le chômage augmente. Les ouvriers ne sont donc pas les seuls perdants dans cette vente du pays au FMI, il y a également les paysans.

Toutes ces mesures sont le reflet de nouvelles pressions dans un monde qui a tourné temporairement en faveur de l'impérialisme, avec d'autres tentatives de prise de pouvoir du mono-

pole capitaliste mondial, aidé par une partie intéressée de la bourgeoisie syrienne. A l'autre pôle, des puissances émergentes comme la Russie, qui possède une base militaire ouverte sur la Méditerranée, mais aussi la Chine qui trouve au Moyen Orient comme en Afrique des partenaires économiques las de l'exploitation impérialiste de plus en plus nombreux, les pays latino-américains de l'ALBA de tradition anti-impérialiste, cherchent à peser pour trouver une issue pacifique au prétendu « printemps syrien »...

Localement, les intellectuels progressistes, les communistes, mais aussi de l'autre côté les islamistes syriens cherchent la fin du monopole du parti Baath à la tête de l'état, le droit aux rassemblements, aux associations, aux syndicats libres.... Les dirigeants qui appartiennent à la petite bourgeoisie sont sans lien avec la classe ouvrière. N'ayant pas de programme révolutionnaire mais juste des exigences démocratiques formelles et difficilement applicables économiquement, ils sont faciles à manipuler par les forces conservatrices, et ne parviennent pas à construire un programme national commun qui rassemble toutes les couches de la société.

Avec le gouvernement d'union nationale, l'Etat syrien a toutefois entrepris des réformes : la naturalisation des kurdes qui défendent les frontières du pays au nord (jusqu'à présent ils étaient apatrides). La nouvelle constitution, adoptée en février 2012, ne parle que de l'abolition formelle du socialisme en Syrie (qui n'a en réalité jamais existé) et de la pluralité aux élections, mais améliore surtout la situation légale de la classe ouvrière : retour du droit de grève (supprimé en 1968 par les baathistes et la direction syndicale), revenu minimum (encore à négocier)

et ordre à chaque gouvernement d'intégrer la sécurité sociale dans les plans de développement économique. Les élections ont alors montré un renforcement du parti Baath, mais aussi des communistes. Malgré une scission en 2003, les trois Partis communistes restent d'accord sur les questions de la défense de la souveraineté nationale contre l'impérialisme US/UE malgré leur opposition à la ligne économique du gouvernement.

Depuis les insurrections de mars 2011, la situation du pays s'est nettement aggravée. Il ne s'agit pas vraiment d'une « guerre civile », parce que la plupart des couches sociales de la société soutiennent ou ne prennent pas partie contre le gouvernement, mais, comme chacun peut le constater en prenant un peu de recul vis-à-vis de la propagande ici, d'une guerre non déclarée par des forces ennemies. A nouveau, les troupes allemandes sont prêtes à intervenir avec leurs missiles « Patriot » postés à la frontière turque, soutenues par le gouvernement « socialiste » français et l'Union Européenne... Les monarchies féodales islamistes d'Arabie Saoudite et du Qatar envoient sur place des milliers de « rebelles » fanatiques pour affronter l'armée régulière... Israël se tient également en embuscade contre cet ennemi antisioniste de toujours...

Le 6 janvier 2012, le Président Assad a appelé le peuple syrien à défendre la souveraineté, l'indépendance, l'autodétermination et l'intégrité territoriale de l'Etat pour l'avenir du pays. Il a soumis aux citoyens syriens des propositions sincères et réalistes pour trouver une solution à la crise politique du pays. Mais il n'a laissé aucun doute sur le fait qu'il éliminera jusqu'aux dernières traces le terrorisme pour reconstruire l'économie et les infrastructures du pays et enfin vivre en paix.

Synthèse basée sur le discours de Toto Lyna à l'université d'été « Anton Makarenko » de la revue mensuelle KAZ [Journal ouvrier communiste] en juin 2012, publié dans le n° 340

"L'ARMEE SYRIENNE LIBRE" LIBERE LES SYRIENS...



CRIMES DANS LES ECOLES AUX USA ou COMMENT LE CAPITALISME DECADENT TRANSFORME LES JEUNES EN ASSASSINS...

10 morts le 21 mars 2005 dans un lycée du Minnesota, 33 morts le 16 avril 2007 dans un campus universitaire de Virginie, 9 morts le 5 décembre 2007 dans un centre commercial au Nebraska, 7 morts le 14 février 2008 dans une université de l'Illinois, 10 morts le 24 décembre 2008 à Los Angeles, 11 morts le 10 mars 2009 en Alabama, 13 morts le 3 avril 2009 dans un centre d'aide aux immigrés à New York, 8 morts le 20 janvier 2010 en Virginie, 9 morts le 3 août 2010 dans une entreprise du Connecticut, 13 morts le 5 novembre 2010 dans une base militaire au Texas, 6 morts le 8 janvier 2011 en Arizona, 7 morts le 2 avril 2012 dans un campus universitaire de Californie, 12 morts le 20 juillet 2012 dans un cinéma dans le Colorado, 7 morts le 2 août 2012 dans un temple Sikh dans le Wisconsin, 4 morts le 21 octobre 2012 dans un salon de beauté dans le Wisconsin, 27 morts le 14 décembre 2012 dans une école élémentaire du Connecticut.

Les jeunes Français Merah et Norvégien Brevik ont fait 7 et 77 morts.

La propagande bourgeoise tend à réduire cette transformation de nos jeunes en assassins - quand ils ne se suicident pas- au fait qu'il y a « trop d'armes en circulation surtout aux USA ». De là, on nous fabrique une image d'Obama, bon père de famille qui compatit avec les victimes et engage un bras de fer avec les marchands d'armes, lesquels réclament « la liberté de s'armer pour se défendre ».

Il faut rappeler que le capitalisme dans sa décadence et sa putréfaction produit un individualisme déshumanisant, jetant les travailleurs dans les affres du chômage, détruit les familles, provoque des déchéances physiques et mentales, humilie l'ouvrier en en faisant un kleenex, engendre le racisme, le machisme, pousse à la délinquance, à la violence, à la toxicomanie, etc.

Quand l'antidote de la socialisation par les luttes, par le militantisme collectif disparaît ou s'affaiblit, quand le parti communiste s'aplatit devant l'idéologie dominante, alors bon nombre de jeunes sont livrés à eux-mêmes,

désabusés, et sont parfois happés par les mouvements fascistes, racistes comme c'est le cas de Brevik et fascistes islamistes dans le cas de Merah.

La seule réponse est de réintroduire l'idéologie anticapitaliste dans la jeunesse et la politique de l'action collective de masse des jeunes contre les effets dévastateurs du capitalisme en crise. Nous devons ici en France, rapprocher et fusionner les actions des jeunes des quartiers populaires pour l'emploi, l'école, la santé, les loisirs collectifs et contre le racisme, l'islamophobie, pour la laïcité et la solidarité, avec la lutte emblématique de la Palestine.



VERS DE NOUVELLES CONQUÊTES SOCIALES ET DEMOCRATIQUES FAVORABLES AUX TRAVAILLEURS ET AUX PEUPLES DE CHINE ET DU MONDE!

Alors que la presse impérialiste dominante centrait son regard sur le choix du roublard Obama contre le mormon partisan de la polygamie Romney, élu par les grands électeurs de la puissance impérialiste hégémonique US en déclin, les grands électeurs du Parti Communiste Chinois élisaient les futurs dirigeants de la République Populaire de Chine. La Chine intrigue pour les plus honnêtes, mais fait peur aux impérialistes qui jouent du bâton et de la carotte pour arriver à leurs fins : vaincre ce grand pays rescapé du camp socialiste du vingtième siècle.

C'est ainsi que le *Monde Diplomatique* affirmait en janvier que les « les puissances émergentes d'aujourd'hui ne sont pas de dignes héritières des anticolonialistes et des anti-impérialistes d'hier » parce que, voyez vous, « c'est un peu l'ère des barons voleurs... des dynasties industrielles à la rapacité légendaire (John D. Rockefeller, J.P. Morgan, Cornélius Vanderbilt)... supplantèrent progressivement les grandes familles européennes... les monarques du Golfe, les oligarques chinois, indiens ou russes rêvent au même type de relève et d'entente... Pékin n'est pas moins acharné à défendre les recettes libérales (sic !)

».

Même le mouvement communiste d'ici n'est pas exempt de cette grille de lecture erronée, métastase de l'eurocommunisme, cet opportunisme chauvin inconsciemment trotskiste, selon lequel finalement l'expérience soviétique n'aurait été qu'un désastre aventuriste au prétexte que le « socialisme dans un seul pays, de surcroît un pays arriéré ne pouvait qu'être qu'un échec » (Trotski). L'expérience de transformation révolutionnaire de la Chine de pays semi-féodal et semi-colonial en démocratie populaire socialiste est allégrement rejetée par les « communistes » sans base d'enquête, sans travail sérieux d'analyse concrète de la situation concrète et sans effort théorique collectif de compréhension sur la base du marxisme-léninisme, du matérialisme dialectique et historique, du socialisme scientifique.

Chine, Corée du nord, Vietnam et Cuba sont des rescapés du camp socialiste temporairement vaincu

Ces pays dirigés par des partis communistes victorieux contre la bourgeoisie compradore, le colonialisme et l'impérialisme états-unien et européen, ont rejoint le camp socialiste vainqueur du nazisme, et entamé des expériences d'édifications de démocraties populaires en voie vers le socialisme. L'existence du camp socialiste et de

l'URSS a favorisé la socialisation des principaux moyens de production et même une perspective de passage au socialisme en « sautant l'étape capitaliste » comme Lénine et Staline l'ont réalisé pour les pays, nations et peuples opprimés de l'empire tsariste, en fondant l'URSS comme fédération. Dans ces pays, tout ou partie des forces et moyens de production ont ainsi été étatisés, socialisés sous forme de propriété d'Etat, de propriété collective des travailleurs, de propriété de formes décentralisées communales, municipales, régionales, etc. La solidarité et l'entraide internationale s'organisaient dans le cadre du COMECON, chacun mettant à contribution ses atouts propres pour la communauté socialiste. Même la Chine, qui a dès 1960 rompu avec l'URSS révisionniste, avait bénéficié d'un apport important de l'URSS jusqu'au grand bond en avant notamment pour le développement de son industrie lourde.

Mais une fois l'URSS et le camp socialiste vaincus, ces pays et les partis communistes qui les dirigent, tenant compte du nouveau rapport de force défavorable, ont orienté leur développement national en associant une variété de formes de propriété, sous le contrôle du parti communiste, de la propriété d'Etat des principaux moyens de production et de la planification. De fait, on peut considérer que la défaite du camp socialiste a imposé aux rescapés une longue période de NEP dénommée « socialisme à la chinoise, à la coréenne, à la vietnamienne, à la cubaine, etc. ».

Tous ces capitalismes d'Etat ou socialismes nationaux de marché, qui servent l'objectif d'édification du socialisme comme première phase du communisme posent la question « capitalisme d'Etat ou socialisme de marché » en tant que phase historique de transition déterminée par le niveau des forces productives dans un pays ou groupe de pays. Dans un texte peu connu de Lénine intitulé « Sur l'infantilisme 'de gauche' et les idées petites bourgeoises », voici ce que dit Lénine à propos du « capitalisme d'Etat » : « Nous ne savons pas calculer où il faut mettre tel ou tel saboteur, nous ne savons pas organiser nos propres forces pour la surveillance, charger un directeur ou un contrôleur bolchevik de surveiller, disons, une centaine de saboteurs qui viennent travailler chez nous. Dans cette situation, lancer des phrases telles que 'la socialisation la plus résolue', 'l'écrasement', 'briser définitivement', c'est se mettre le doigt

dans l'œil. Il est typique, pour un révolutionnaire petit-bourgeois, de ne pas remarquer qu'il ne suffit pas au socialisme d'achever, de briser, etc. ; cela suffit au petit propriétaire exaspéré contre le grand, mais le révolutionnaire prolétarien ne saurait tomber dans une pareille erreur. (...) Or, ils [nos communistes de gauche] n'ont pas songé que le capitalisme d'Etat serait un pas en avant par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des soviets. (...) Aucun communiste non plus n'a nié, semble-t-il, que l'expression de République Socialiste des Soviets traduit la volonté du pouvoir des Soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste. Mais que signifie le mot transition. Ne signifie-t-il pas, appliqué à l'économie, qu'il y a dans le régime en question des éléments, des fragments, des parcelles, à la fois de capitalisme et de socialisme ? Tout le monde en conviendra. Mais ceux qui en conviennent ne se demandent pas toujours quels sont précisément les éléments qui relèvent de différents types économiques et sociaux qui coexistent en Russie. Or, là est toute la question. Enumérons ces éléments : 1) l'économie patriarcale, c'est à dire dans une très grande mesure, l'économie naturelle paysanne ; 2) la petite production marchande (dans cette rubrique la plupart des paysans qui vendent du blé) ; 3) le capitalisme privé ; 4) le capitalisme d'Etat ; 5) le socialisme. La Russie est si grande et d'une telle diversité que toutes ces formes économiques et sociales s'y enchevêtrent étroitement. Et c'est ce qu'il y a de particulier dans notre situation. (...) Ce n'est pas le capitalisme d'Etat qui est ici aux prises avec le socialisme, mais la petite bourgeoisie



et le capitalisme privé qui luttent, au coude à coude, à la fois contre le capitalisme d'Etat et contre le socialisme. La petite bourgeoisie s'oppose à toute intervention de la part de l'Etat, à tout inventaire, à tout contrôle, qu'il émane d'un capitalisme d'Etat ou d'un socialisme d'Etat ». Cet enseignement de Lénine interdit toute conclusion hâtive et non scientifique tendant à disqualifier les expériences actuelles de développement fondées sur le capitalisme d'Etat ou socialisme de marché, d'ex-pays du camp socialiste qui ont résisté à la déferlante contre-révolutionnaire

bourgeoise comme la Chine, le Vietnam, Cuba, la Corée du Nord et les nouvelles expériences en cours du Venezuela, de l'Equateur, du Nicaragua, de Bolivie, etc. Expériences de ce début de XXIème siècle qui sont nées de la matrice et prolongent de façon vivante, donc dialectique la Révolution Bolchevik d'Octobre 1917 et avant la Commune.

Crise du capitalisme mondial, du capitalisme libéral contre le capitalisme d'état ou socialisme de marché

C'est une caractéristique frappante de l'actuelle crise de l'impérialisme mondial : les pays impérialistes libéraux – ceux de la triade USA, UE, Japon – sont étouffés par la dette, se désindustrialisent par les délocalisations des firmes transnationales à la recherche de bas salaires, se financiarisent au point que la spéculation boursière et le capital fictif écrasent l'économie réelle, s'enfoncent dans la régression sociale avec le chômage de masse, l'extension du travail illégal dans les secteurs d'activités non délocalisables, la baisse des salaires donc du coût de la force de travail, etc. Les bourgeoisies des puissances impérialistes ont bâti leur fortune colossale durant des siècles de génocide des Indiens d'Amérique, de traite et d'esclavage des noirs, de pillage et de surexploitation coloniale puis du système néo-colonial mis en place dans la seconde moitié du XXème siècle. De cette prédation impérialiste sur le monde entier sont nées les firmes transnationales des USA, de l'UE et du Japon, qui font les choux gras des Bourses financières et des agences de notation, lesquelles fixent aujourd'hui les taux d'intérêts des emprunts d'Etats et dictent les politiques d'austérité qui s'abattent sur les pays de l'UE, les USA et le Japon, tout comme hier le FMI et la Banque Mondiale le faisaient pour les pays du Tiers Monde. Ces impérialistes US et UE ont élaboré les règles libérales de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et les principes libéraux du « marché libre du consensus de Washington » qu'ils ont imposés au monde entier depuis les années 80 au moins.

Le désastre économique et social engendré par le capitalisme libéral et sa crise amène aussi son cortège de régression de la démocratie politique dans les pays impérialistes, avec la montée en puissance des partis fascistes, racistes, et les décisions politiques de plus en plus antidémocratiques comme la substitution des parlements au vote des peuples et la soumission, l'effacement des Etats nations au pouvoir supranational de l'UE.

Or force est de constater qu'au diktat mondial du « moins d'état » libéral, s'opposent le « consensus de Pékin » et les politiques du « marché contrôlé et régulé par l'Etat » dirigées par les Partis Communistes dans les pays rescapés du camp socialiste. Voilà comment Hu Jintao au 18ème congrès résume les étapes du développement économique de la Chine : « Le groupe dirigeant central de la première génération rassemblée autour du camarade Mao Zedong a conduit notre

Parti et notre peuple multiethnique à la victoire de la révolution de démocratie nouvelle, a réussi la transformation socialiste et établi enfin le régime fondamental du socialisme, ce qui représente la transformation sociale la plus profonde et la plus vaste que la Chine ait jamais connue dans son histoire et a jeté sur les plans tant politique qu'institutionnel des bases solides sur lesquelles reposent le développement et le progrès de la Chine contemporaine. Au cours de la construction du socialisme, bien qu'il ait essuyé de graves revers dans ses tâtonnements, notre Parti a obtenu des acquis théoriques tout à fait originaux et des réalisations importantes, qui devaient servir d'expériences précieuses, d'appui théorique et de base matérielle pour l'inauguration du socialisme à la chinoise dans la nouvelle période historique. Le groupe dirigeant central de la deuxième génération uni autour du camarade Deng Xiaoping a guidé notre Parti et notre peuple multiethnique pour faire un bilan approfondi de l'ex-

périence tant positive que négative obtenue dans la construction du socialisme, et en s'inspirant de celle du développement du socialisme acquise dans d'autres pays, a adopté une décision historique de déplacer l'axe des activités du Parti et de l'Etat sur l'édification économique, et d'appliquer la politique de réforme et d'ouverture sur l'extérieur. Il a mis en lumière la nature du socialisme, établi la ligne fondamentale pour la phase primaire du socialisme, indiqué clairement qu'il fallait suivre notre propre voie pour édifier un socialisme à la chinoise, et donné des réponses scientifiques aux questions fondamentales concernant la construction du socialisme à la chinoise. Grâce à tout cela, l'ère de la construction d'un socialisme à la chinoise s'est ouverte devant nous. Sous la direction du groupe dirigeant central de la troisième génération rassemblée autour du camarade Jiang Zemin, notre Parti et notre peuple multiethnique ont continué à suivre fermement la théorie et la ligne fondamentales du Parti, et, face à une situation complexe tant intérieure qu'extérieure et aux dures épreuves suite aux graves revers subis par le socialisme dans le monde entier, ont réussi à défendre le socialisme à la chinoise. Notre Parti a défini, dans les conditions de la nouvelle pratique, son programme fondamental, dégagé l'expérience fondamentale, précisé clairement l'objectif de la réforme qu'est la mise en place du système d'économie de marché socialiste et le cadre général de celui-ci, ainsi que le système

économique et le système de distribution fondamentaux durant la phase primaire du socialisme. Sur cette base, il a inauguré une nouvelle ère de réforme et d'ouverture tous azimuts, fait avancer la nouvelle et vaste entreprise d'édification du Parti et permis à la construction du socialisme à la chinoise de se poursuivre au XXIème siècle. Dans la nouvelle étape du nouveau siècle, en saisissant l'importante période riche d'opportunités stratégiques, le Comité central du Parti s'est lancé, au cours du processus de l'édification in extenso d'une société de moyenne aisance, dans l'innovation sur les plans pratique, théorique et institutionnel. Fidèle aux principes de la primauté de l'homme et du développement complet, coordonné et durable, il a insisté sur la nécessité d'édifier une société socialiste harmonieuse et de faire progresser plus rapidement la civilisation écologique, dessinant ainsi les dispositions générales du développement du socialisme à la chinoise » (Rapport d'activité au XVIIIème congrès du PCC).

En fait stimulé et orienté jusqu'ici par les plans quinquennaux et le commerce extérieur, le nouveau tournant, cauchemar des impérialistes, est que la consommation intérieure doit devenir la locomotive du développement national : « Il convient d'agir par tous les moyens pour donner une nouvelle vitalité de développement aux divers acteurs du marché, stimuler une nouvelle force motrice de développement ayant l'innovation comme moteur, établir un nouveau système de développement des industries modernes, favoriser l'émergence de nouveaux atouts de développement de l'économie ouverte sur l'extérieur et faire en sorte que le développement économique soit davantage entraîné par la demande intérieure, en particulier par la consommation, ainsi que par les industries des services modernes et les industries émergentes d'importance stratégique, et qu'il s'appuie davantage sur les progrès technico-scientifiques, sur une meilleure formation des travailleurs, sur l'innovation en matière de gestion, sur les économies de ressources et l'économie circulaire, et sur le développement interactif et coordonné des villes-campagnes et des différentes régions. Tout cela contribuera à accroître continuellement les forces de

réserve de développement à long terme » (rapport de Hu Jintao au 18ème congrès du PCC).

Tous ces processus du développement économique et social de la Chine populaire se sont réalisés en sortant plus de 700 millions sur environ 1,3 milliard de chinois de la famine, de la misère entre 1949 et aujourd'hui, en évitant les prédateurs inhérentes au capitalisme et à sa pratique d'extorsion de la plus value et des profits par



l'appauvrissement des travailleurs à l'intérieur d'un pays et le pillage des peuples à coups de génocides, de colonies et de guerres à l'extérieur. Telles sont les performances admirables du Parti Communiste Chinois, que tout communiste digne de ce nom doit objectivement saluer.

Les communistes et les conditions nouvelles des expériences d'édification socialiste en cours

Que n'entend-on pas sur la Chine, sur la Corée du Nord dans les rangs mêmes des éléments, partis et forces communistes à travers le monde ? Non seulement la plupart succombe à la propagande impérialiste répétant à l'envi que la Chine est « capitaliste » voire « impérialiste », certains restent encore prisonniers de l'époque des débats idéologiques et politiques entre « Krouchtchéviens, Maoïstes, Hodjaïstes, Castroïstes ou Guévaristes » des années 60 et 80. Sauf qu'entre temps la vie dans sa dialectique a tranché en partie et bon nombre d'aspects de ce dé-

bat historique avec la défaite du camp socialiste et la restauration du capitalisme en URSS dans les années 90.

Avec le recul on peut dire que les impérialistes étaient parvenus à instrumentaliser les contradictions au sein du Mouvement Communiste International (MCI) après les deux déclarations de Moscou de 1957 et 1960 pour diviser celui-ci en « prosoviétiques » et « prochinois », au point qu'objectivement les « prochinois » en étaient arrivés à considérer que « le social-impérialisme soviétique était devenu fasciste et principal ennemi ». A l'inverse tout semble se passer aujourd'hui dans certains milieux communistes des USA, de l'UE, du Japon notamment, comme si « l'ennemi principal, le danger principal » était la « Chine capitaliste » voire « impérialiste ».



Hugo Chavez et Hu Jintao

des USA, de l'UE ou du Japon, mais pour les bourgeoisies impérialistes de ces pays qui leur font subir la barbarie de l'austérité et de la casse des conquêtes sociales et démocratiques des générations précédentes de travailleurs.

Les communistes du monde entier devraient être plutôt fiers qu'à la tête de ces résistances nationales antilibérales et anti-impérialistes se placent les pays rescapés du camp socialiste vaincu dans les années 90. C'est dans ce cadre que tout en nous acquittant de nos obligations internationalistes vis-à-vis des expériences d'édification socialiste en cours en Chine, en Corée du nord, au Vietnam et à Cuba, nous autres communistes

devons étudier celles-ci afin de nous en inspirer dans nos propres luttes pour la conquête du pouvoir de la classe ouvrière et des forces populaires alliées.

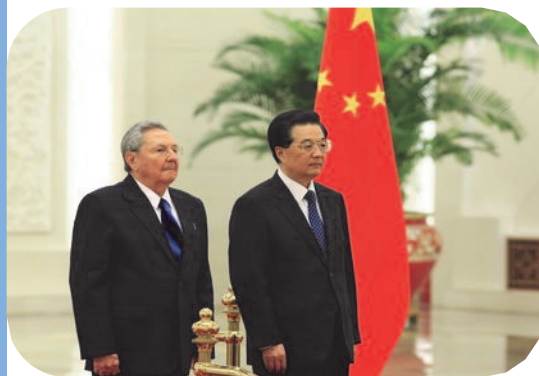


Le président du Zimbabwe Robert Mugabe avec une délégation d'investisseurs chinois

Reste et restera posée dans ces expériences progressistes et révolutionnaires en cours la grande question inévitable : QUI FINALEMENT L'EMPORTE ENTRE LE PROLETARIAT ET LA BOURGEOISIE ? tant que subsistera la cohabitation des formes de propriétés socialistes, capitalistes, individuelles, etc., sous la direction d'un Etat dirigé par le Parti Communiste affichant ouvertement son objectif de construire le socialisme, phase inférieure du communisme.

Faisons remarquer que cette question est aussi posée par l'encercllement capitaliste et impérialiste agressif et guerrier, des « pays émergents », notamment les pays socialistes et surtout le plus puissant d'entre eux : la Chine. Ce qui nous interpelle sur nos devoirs internationalistes de solidarité avec le pouvoir populaire en

Chine. C'est ce que proclame en tout cas dans son discours du 1er octobre 2009 le Président Hu Jintao, premier secrétaire du PCC : « Le développement et le progrès de la nouvelle Chine depuis soixante ans ont prouvé pleinement que seul le socialisme peut sauver le pays et que seules la réforme et l'ouverture peuvent assurer le développement de la Chine, du socialisme et du marxisme ».



Raul Castro et Hu Jintao

NOTE DE LECTURE

Les Chinois sont des hommes comme les autres

Ruolin ZHENG (Editions Denoël)

[disponible auprès du Cercle Henri Barbusse]

La Chine se développe à une vitesse vertigineuse. Elle intéresse, suscite l'admiration ou fait peur, mais toujours intrigue. Que signifie l'incroyable transformation de l'ex-empire du Milieu pour ses 1300 millions d'habitants? À Pékin ou à Shanghai comme dans les campagnes, quelles sont leurs joies, leurs frustrations ou leurs espérances? Pour une fois ce n'est pas un Occidental qui nous dit ce que pensent, redoutent, désirent, consomment... en bref comment vivent, travaillent et se distraient les Chinois.

Sans langue de bois et non sans humour, loin des clichés, Ruolin Zheng aborde tous les aspects de la vie quotidienne et des préoccupations des Chinois. Ainsi saura-t-on ce que racontent et se racontent les 500 millions d'internautes du pays, à quoi rêve la nouvelle «classe moyenne», comment se comportent les amoureux de Canton ou d'ailleurs, ce que signifie la possession d'un logement ou d'une automobile...

Un portrait peu banal des habitants de la future première puissance économique mondiale, que prolonge un récit de la Révolution culturelle, telle qu'elle a été vue, avec ses yeux d'enfant, par l'auteur.

Ruolin Zheng, journaliste, écrivain et traducteur, est depuis de nombreuses années le correspondant à Paris du *Wen Hui Bao*, quoti-

dien publié à Shanghai, et du *Wen Wei Po*, quotidien publié à Hong Kong. Il tient également un blog très lu dans son pays natal. Francophone, marié avec une écrivaine chinoise, il est le fils du traducteur de Balzac, Victor Hugo et d'autres auteurs français en Chine.

Notre camarade et ami Ruolin avait participé le 27 juin 2008 à Villeneuve d'Ascq à une conférence-débat pour dénoncer alors tous les dessous de la campagne médiatique occidentale antichinoise à la veille des Jeux Olympiques de Pékin.

Mercredi 16 janvier 2013, il était l'invité de l'émission « l'heure de l'mettre » dans les studios de Radio Campus Lille pour y présenter son ouvrage.



NOTE DE LECTURE

Le Socialisme trahi - Les causes de la chute de l'Union soviétique (1917-1991)

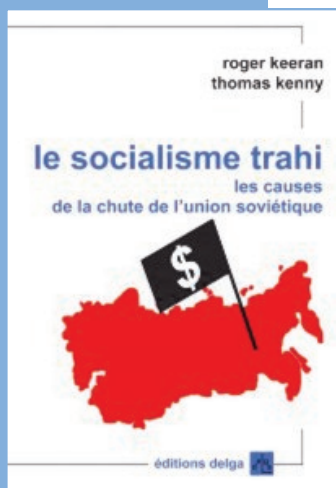
de Roger Keeran et Thomas Kenny, Editions DELGA
[disponible auprès du Cercle Henri Barbusse]

Contrairement aux idées reçues, c'est bien la renonciation aux principes essentiels du socialisme sous Gorbatchev et non pas le socialisme lui-même qui a provoqué la crise finale. Tous les ex-Soviétiques en témoignent : c'est de 1987 à 1991 que les pénuries se multiplient, que les étagères des magasins se vidèrent, que les salaires ne furent pas toujours versés. Pas avant.

Comment un pays qui avait survécu à la guerre civile, à l'invasion nazie (qui lui coûta 25 millions de morts), à l'encerclement militaire de la guerre froide, a-t-il pu succomber soudainement à l'opportunisme social-démocrate et à l'introduction du capitalisme « par en haut » ?

Forts d'une documentation impressionnante, Roger Keeran et Thomas Kenny étudient les causes profondes de ce drame. Ils décryptent notamment la présence, des années vingt à la chute, d'un courant de pensée réformiste sociale-démocrate, qui s'est peu à peu appuyé sur le renforcement de la « seconde économie ». Trop peu étudiée jusqu'à présent, celle-ci correspond aux éléments du capitalisme qui subsistaient à côté de l'économie collectivisée et n'ont cessé de croître avec le temps. La leçon fut, certes, très cher payée, mais elle paraît irréfutable: « L'effondrement de l'Union soviétique a montré très clairement non pas que le socialisme fondé sur un parti d'avant-garde, sur la propriété étatique et collective, ainsi que sur un plan centralisé, était condamné à l'échec, mais, au contraire, que tenter d'améliorer une société socialiste existante en suivant une « troisième voie » social-réformiste était catastrophique. La « troisième voie » a mené directement à un capitalisme russe des magnats et des voleurs, et à la soumission à l'impérialisme. L'histoire de la perestroïka, de 1991, loin de renforcer la cause du social-réformisme, aura contribué à le discréditer davantage. »

LES AUTEURS : Roger Keeran enseigne l'histoire à l'Empire State College de l'Université d'Etat de New-York. Thomas Kenny est économiste. Nous tenons à rendre ici hommage à notre camarade Gilberte Alleg-Salem décédée alors qu'elle terminait la traduction de cet ouvrage. Nous la connaissons bien pour avoir partagé avec elle tant de combats communs au sein de la Coordination Communiste. Nous reproduisons la dédicace des éditions Delga en première page: « Gilberte était impressionnante d'intelligence, de culture, de rigueur et d'intégrité. Déjà malade, elle tenait à poursuivre ce travail afin de continuer jusqu'au bout à militer pour son idéal ».



Forum communiste et internationaliste du Cercle Barbusse: Un moment d'analyse politique collective pour envisager l'avenir

Le premier décembre dernier, le Cercle Henri Barbusse organisait son traditionnel forum à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre 1917, autour du thème « Que faire face à la crise du capitalisme et aux guerres impérialistes ? ». Avec les camarades du RCC, mais aussi du PRCF et de la JC59, des diplomates et responsables communistes de Bolivie, du Venezuela, du Bénin, de Palestine... L'intégralité des interventions est disponible en vidéo sur notre site Internet rassemblementcommuniste.org.



L'Humanité, la classe ouvrière et les peuples sortent progressivement de la contre-révolution impérialiste qui a temporairement vaincu l'URSS et le camp socialiste dans les années 90. L'actuelle crise systémique du capitalisme et le nouveau cycle des guerres d'agression de l'impérialisme (UE, USA, Israël) contre les peuples, les nations et les Etats posent de plus en plus aux travailleurs l'équation Communisme ou barbarie ?

Les cibles actuelles du nouveau cycle des agressions guerrières de l'impérialisme après la Côte d'Ivoire et la Libye sont la Syrie et le Mali. La situation internationale est marquée aussi par les soulèvements populaires qui, bien qu'ayant fait chuter les dictateurs tunisien et égyptien, sont aux prises avec les pouvoirs néo-coloniaux intégristes islamiques engagés dans le projet yankee du « Grand Moyen Orient ». Les terroristes barbares enturbannés et les barbares en costume cravate que sont les Bush, Obama (USA), Cameron, Sarkozy, Hollande, Merkel (UE) sont les acteurs et bénéficiaires de ce remodelage prédateur.

Les symboles de la résistance contre la tyrannie criminelle capitaliste sont aujourd'hui le peuple grec, la classe ouvrière grecque, manifestant en novembre dernier contre la colonialiste Merkel, chef du nouveau Reich hégémonique de l'UE et la formidable victoire électorale de Chavez au Venezuela, preuve que les peuples s'émancipent peu à peu de la machine infernale des médiamentations bourgeois...



ABONNEZ VOUS!

HANTIER(S)

JOURNAL DU RASSEMBLEMENT  DES CERCLES COMMUNISTES

Trimestriel - Abonnement 10 euros pour 6 numéros
chèque à l'ordre de la Coordination Communiste

A envoyer au 70 Avenue Salengro, 59170 CROIX

Cours de marxisme - léninisme
Inscrivez-vous!

Chaque année, le Cercle Henri Barbusse (RCC) organise un cycle de formation de marxisme-léninisme sur trois années, à raison d'un cours mensuel de deux heures. Ce cours est ouvert à toutes et tous; n'hésitez pas à vous inscrire! Contactez pour cela le CHB par mail: cerclebarbusse@gmail.com / ou par courrier (CHB - 52 Allée du Lotus, 59650 Villeneuve d'Ascq).